

# *l'Anti*capitaliste

n°483 | 4 juillet 2019 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



# COMBATTRE

## *les violences policières et les mensonges d'État*

**Dossier**

### **MENACES DE GUERRE**

Pages 6 et 7

**ÉDITO**

«Capitaines-courage»  
contre politiques criminelles  
Page 2

**PREMIER PLAN**

Hôpital. 2 juillet: Paris,  
capitale des urgences  
Page 3



**ACTU INTERNATIONALE**

Algérie. Une révolution si proche  
et si peu soutenue

Page 5

**LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Célestine et Manuela,  
membres du collectif les Stylos rouges

Page 12



édito

Par MANU BICHINDARITZ

### «Capitaines-courage» contre politiques criminelles

Dans la nuit de vendredi à samedi, le bateau *Sea-Watch 3* est entré dans le port de Lampedusa en Italie. À son bord se trouvaient 42 migrantEs sauvés des eaux 17 jours plus tôt, ce qui n'a pas empêché l'assaut contre le bateau humanitaire mené par un navire de guerre dépêché par le ministre de l'Intérieur d'extrême droite Salvini... Et une fois le bateau arraisonné, sa capitaine Carola Rackete, qui avait forcé le blocus des eaux territoriales italiennes, a été arrêtée par une vingtaine de policiers et assignée à résidence... Pour le ministre néo-facho Salvini, il s'agit d'«une criminelle au service des passeurs» qui mérite la prison notamment pour «résistance à un navire de guerre». Elle risque jusqu'à 10 ans de prison! Carola Rackete assume son geste: «Ce n'était pas un acte de violence, seulement de désobéissance. [...] Mon objectif était seulement d'amener à terre des personnes épuisées et désespérées. [...] Si nous ne sommes pas acquittés par un tribunal, nous le serons dans les livres d'histoire.» Elle a raison! C'est aussi le cas d'une autre capitaine, Pia Klemp, accusée elle aussi par la justice italienne d'aide à l'immigration clandestine et de complicité avec les «passeurs» alors qu'elle a sauvé plus d'un millier de vies en Méditerranée, qui risque vingt ans de prison, ainsi qu'une amende de 15 000 euros pour chaque vie qu'elle aura sauvée!

S'il s'agit de la mise en œuvre par l'extrême droite italienne de sa politique dégueulasse, celle-ci se déroule avec la complicité passive des gouvernements et institutions européennes, à commencer par celle du gouvernement français. Comment pourrait-il en être autrement, lui qui il y a quelques mois refusait, dans les mêmes conditions, d'accueillir l'*Aquarius*, et qui n'a à aucun moment proposé d'accueillir le *Sea Watch 3* malgré les appels de détresse de ce dernier? Alors que ces dix dernières années, 50 000 migrantEs sont morts noyés en mer Méditerranée, il ne s'est donc trouvé aucun port européen pour accueillir ces derniers jours un bateau transportant quelques dizaines d'exiléEs...

Contre la criminalisation de la solidarité, exigeons l'arrêt des poursuites contre Carola Rackete et Pia Klemp, et leur libération immédiate. Contre l'Europe-forteresse de Salvini, Macron et cie, leur Europe criminelle, la libre circulation et d'installation des personnes doit être un droit, et l'accueil de celles et ceux qui en font la demande une première mesure d'urgence. Libérez Carola et Pia, et ouvrez les frontières!

## BIEN DIT

En novembre dernier, sur proposition de Brune Poirson j'ai été nommé au grade de chevalier dans l'ordre du mérite. Je n'ai à ce jour toujours pas procédé aux démarches administratives pour obtenir cette décoration. Je ne savais pas quoi en faire. Aujourd'hui je sais : j'y renonce, je la refuse. Comment accepter d'être décoré par un gouvernement qui fait usage d'une telle violence à l'encontre d'une partie de sa population?

Cyril Dion (co-réalisateur du film *Demain*), lettre à Emmanuel Macron, 29 juin 2019.

## À la Une

# Combattre les violences policières et les mensonges d'État

*Pas de fête de la musique après 4 heures du matin... mais la fête de la matraque à Nantes! Pour prétendument rétablir le calme dans une friche portuaire déserte, une soirée électro a été violemment interrompue par des tirs de lacrymogène, grenades explosives, balles en caoutchouc... Des jeunes ont été poussés à se jeter dans la Loire. Et l'un d'entre eux, Steve, a disparu.*

**P**ourquoi un tel déferlement de violence pour un déplacement de l'autorisation d'émettre du son d'environ 30 minutes? Comment peut-on mourir pour quelques notes de musique en plus?

### Logique liberticide et autoritaire

La réponse n'est pas tant à chercher dans une hypothétique bavure ou erreur de commandement. Derrière de tels actes s'exprime en effet une logique profonde et systémique. Une logique particulièrement à l'œuvre à Nantes qui, depuis l'existence de la ZAD et du mouvement de résistance à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, est l'un des laboratoires privilégiés du maintien de l'ordre de l'appareil d'État. Les violences contre le mouvement social y sont récurrentes. Même si la ville ne fait pas exception, celle-ci reste un symbole dans ce domaine. Et bien évidemment, les quartiers populaires sont également ciblés: il y a près d'un an, dans le quartier du Breil-Malville c'est un jeune de 22 ans, Aboubakar Fofana, qui était tué par un policier lors d'un contrôle d'identité.

### Contrôler l'espace public

On ne compte plus les blessés et les mutilés, mais force est de constater qu'il y a un véritable saut qualitatif dans ce qui s'est passé lors de la fête de la musique. La violence d'État s'exerce en direction d'espaces nouveaux et de populations nouvelles. On applique à des secteurs toujours plus larges de la société ce qui était déjà à l'œuvre contre les jeunes des quartiers populaires, puis les militantEs syndicaux, écologistes, les migrantEs, puis les Gilets jaunes... puis les fêtardEs.

On utilise les mêmes recettes pour justifier de tels actes, notamment celle qui consiste à disqualifier les

victimes qui sont soit des étrangers, des fraudeurs, des délinquants, des asociaux, des radicaux... et maintenant des drogués et des avinés.

L'objectif reste le même: contrôler l'espace public. Dissuader de manifester, de faire grève, de s'amuser... et ainsi banaliser l'usage de la violence comme mode de gouvernance. Mater tout particulièrement la jeunesse, à l'image du gazage des manifestantEs pour le climat sur le pont Sully à Paris, revêt un intérêt majeur pour un gouvernement qui n'a pas l'intention de changer de cap et qui entend continuer à s'attaquer davantage à l'ensemble de nos droits sociaux et démocratiques. La violence d'État est une composante de l'accentuation de la guerre de classe.

### Toujours plus d'impunité policière

Plus largement, ce sont des dizaines d'années de politiques sécuritaires, de législations d'exception et de renforcement de l'appareil policier et de son armement qui participent du climat ambiant, par lequel des flics peuvent mutiler ou tuer sans être inquiétés.

L'accentuation de l'impunité policière est garantie par les plus hauts sommets de l'État. Les affaires Benalla et Legay sont, chacune à leur manière, des cas d'école des manipulations et mensonges de l'État-Macron, prêt à dissimuler les pires exactions et les pires pratiques, notamment par le recours aux faux témoignages. On pense ici également à l'affaire Adama Traoré, ou au cas de Zineb Redouane, victime d'un tir de grenade à Marseille le 1<sup>er</sup> décembre.

Ce sont de véritables permis de tuer qui sont donnés aux forces de répression. Les policiers se lâchent tout simplement parce qu'ils ne risquent rien. Ils sont protégés par leur hiérarchie qui couvrira leurs



actes, quand bien même des voies dissonantes se feraient entendre dans leurs propres rangs. Elles sont minoritaires, mais indiquent qu'il y a bien accentuation de la violence des pratiques.

### Justice et vérité!

La saisie de l'IGPN par Castaner n'est en rien liée à une quelconque volonté de dénoncer l'intervention, mais bien davantage une posture visant à calmer les interrogations des témoins, à juguler les réactions dans la population qui réclame justice et vérité.

Une procédure qui voudrait créer l'illusion d'une prétendue neutralité de l'État, mais qui a en réalité peu de probabilité d'aboutir. Aucune des 240 procédures contre les violences policières déposées dans le cadre du mouvement des Gilets jaunes n'a donné lieu à des sanctions, des suspensions... Elles sont

systématiquement classées sans suite.

Les déclarations du préfet de Loire-Atlantique, qui justifie toute l'opération et n'a pas hésité à faire pression sur la famille et les soutiens de Steve, traduisent bien davantage la réalité. Un gouvernement qui assume tout, jusqu'à la mort d'un jeune homme! Il faut évidemment que justice soit faite pour Steve et pour les victimes de la fête de la musique à Nantes et, au-delà, pour toutes les victimes des politiques répressives, que l'État voudrait réduire au silence.

Mais, plus encore, c'est l'ensemble du mouvement social qui doit dénoncer ces pratiques, être solidaire des victimes et le manifester. Tout recul de nos libertés est un recul global pour l'ensemble de notre camp social. Tout contrôle de l'espace public fait reculer l'espace politique et notre capacité à résister. À bas l'État policier!

Sandra Cormier

## HÔPITAL

# 2 juillet: Paris, capitale des urgences

Près de 160 services d'urgences en grève. Un mouvement impétueux que les annonces ministérielles n'endiguent pas, loin de là, comme l'a montré la mobilisation du 2 juillet à Paris.

**L**es revendications? L'embauche de 10 000 soignantEs pour assurer la sécurité des soins dans de bonnes conditions de travail et une augmentation significative des salaires, la réouverture de lits d'aval (80 000 ont été

fermés entre 2000 et 2017) pour en finir avec les nuits-brancards qui mettent en danger les patientEs. Autant d'exigences partagées par les grévistes, partout en France. Au cours des derniers mois, 36% des hospitalierEs ont eu un problème de santé, soit 13 points de plus que la population générale. Les équipes sont épuisées et se mettent en arrêt maladie face à l'absence totale de réponse, et même d'écoute, des autorités sanitaires. La grève a le soutien de 92% de la population.

### Une structuration nationale

À l'initiative de cette mobilisation nationale, le Collectif inter-urgences, structure d'auto-organisation et de

coordination à l'échelle nationale, est né à l'Assistance publique-hôpitaux de Paris et rayonne, aujourd'hui, aux quatre coins du pays. Soutenu par les syndicats CGT, FO et SUD, il a reçu l'appui de l'Association des médecins urgentistes de France pour sa deuxième initiative, le mardi 2 juillet, journée de manifestation nationale à Paris.

À l'AP-HP, il aura fallu presque 3 mois de lutte pour obtenir l'engagement de créer 230 postes et une revalorisation salariale somme toute limitée à 156 euros nets, si le réglementaire évolue, entre primes de risque et d'insalubrité. Pour le reste, protocoles de coopération, c'est-à-dire glissement de tâches médicales vers

les infirmierEs et intéressement, tel que décliné dans le projet de loi fonction publique, pourraient permettre à des soignantEs d'atteindre les 300 euros nets, mais rien n'est moins sûr.

### HospitalierEs et population en danger

Les promesses de la ministre sont dérisoires face aux besoins sanitaires de la population, y compris en période estivale. Sur l'Île-de-France, en 2018, 119 médecins urgentistes ont démissionné, contre 73 en 2017. Ce qui porte à 306 le nombre de postes vacants. Côté infirmier aux urgences, le nombre de vacances atteint 182.

# Un monde à changer

**APARTEID CLIMATIQUE.** « Pour pénétrer dans le Nouvel-Auber, il fallait une carte spéciale contenant une puce qu'on disait impossible à reproduire. [...] Le système de climatisation épargnait aux promeneurs les rigueurs de l'hiver, la bulle protectrice laissait filtrer quelques timides rayons solaires, on se serait cru au printemps ; même l'air était plus respirable que dans les autres quartiers de la capitale ; les pompes anti-pol rejetaient vers la grande banlieue nord les effluves crachés par les rares usines tournant encore dans les environs. [...] L'an dernier les femmes de résidents avaient protesté par une pétition massive : les parois de la bulle filtraient les rayons bronzants mais en laissant passer d'autres néfastes pour la peau. Les réparations avaient coûté la bagatelle de dix-huit milliards d'euros. » Gérard Delteil, que les lecteurs de *l'Anticapitaliste* connaissent bien, décrit ainsi un Paris de l'avenir dans un livre publié en 1990, *Balles de charité*. Ce Paris connaît un véritable apartheid social et climatique et est divisé en zones entre lesquelles la circulation est limitée et contrôlée.

L'apartheid climatique, c'est précisément la perspective que dénonce Philip Alston, rapporteur spécial de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits humains, qui a déclaré que les effets du réchauffement climatique

risquent de porter atteinte non seulement aux droits fondamentaux à la vie, à l'eau, à l'alimentation et au logement de centaines de millions de personnes, mais aussi à la démocratie. Son rapport conclut : « Les droits de l'homme pourraient ne pas survivre aux bouleversements à venir. »

Le rapport déclare que la crise climatique frappera le plus brutalement celles et ceux qui vivent dans la pauvreté, beaucoup d'entre elles et eux perdant l'accès à une nourriture et à de l'eau adéquates. « Nous risquons un scénario "d'apartheid climatique" où les riches paient pour échapper à la surchauffe, à la faim et aux conflits alors que le reste du monde est abandonné à ses souffrances ». Et d'illustrer son propos : « Lorsque l'ouragan Sandy a fait des ravages à New York en 2012, privant les New-Yorkais vulnérables et à faible revenu d'électricité et de soins de santé, le siège de Goldman Sachs a été protégé par des dizaines de milliers de ses propres sacs de sable et l'électricité produite par son générateur. » La société décrite par Delteil se profile...

Une preuve de plus que la lutte contre le changement climatique et anticapitalisme sont inextricablement liés, quoi qu'en pensent un certain nombre de politiciens qui font de l'écologie un fonds de commerce électoral.

## CANICULE Surchauffe momentanée mais durable

Avec 45,9°C dans le Gard le 28 juin, le record absolu de chaleur en France était battu. La veille, au Mont Blanc, 4807 m, les parapentistes qui s'étaient posés, grâce à l'air chaud, signalaient +7°C. À Nantes, record de chaleur nocturne : le thermomètre n'est pas descendu sous les 24,7°C. On a relevé dans les transports en commun parisiens de 26 à 38°C le 26 juin ! Et nombreuses sont les écoles, notamment dans les cités populaires, où l'on a dépassé les 33°C.

Nous avons vécu la semaine passée une canicule record créant une situation sanitaire sur le fil du rasoir, des incendies en nombre, des dégâts importants dans les cultures. Ces canicules viennent plus tôt dans la saison, sont plus intenses, et plus fréquentes : voilà ce que mettent en évidence les relevés météo systématiques. Météorologues et climatologues convergent dans leurs observations qui documentent la multiplication de phénomènes extrêmes : vagues de chaleur, cyclones, ouragans, tsunamis, incendies monstres, inondations, vagues de froid.

### Phénomènes liés au réchauffement climatique

La communauté scientifique est quasi unanime pour dire que ces phénomènes trouvent leur origine dans le réchauffement climatique et constituent son côté dérèglement. Quasi unanimes pour dire l'origine anthropique de celui-ci. Pour dire aussi que nous n'échapperons pas au réchauffement climatique, qu'il faudra vivre avec. Mais aussi pour affirmer qu'un réchauffement à



WIKIMEDIA COMMONS

1,5°C n'a pas les mêmes conséquences qu'à 2°C ! A fortiori qu'à 3°C, 4°C ou 5°C ! Chaque 1/10 de degré compte !

### Mesures radicales pour contenir le réchauffement

Il faut des décisions radicales. Il faut une révolution du mode de production, dans nos modes de vie, d'alimentation, de transports... Une révolution de toute la société, de tous les rapports sociaux – donc des rapports de propriété –, une révolution pour éviter la barbarie et sortir du

productivisme intrinsèque au capitalisme. Une « révolution comme frein d'urgence » comme le disait Walter Benjamin, et à la bonne échelle, c'est-à-dire planétaire par nécessité. Une révolution pour nous remettre à notre place, dans la nature, une révolution pour l'écologie sociale, société sobre seule à même de refroidir la planète sur le long terme.

### Contradictions mortifères

Deux exemples montrent que nous n'en prenons pas le chemin, au contraire. En 2007, le premier

milliard de voitures individuelles en circulation a été dépassé sur la planète. On approche du 2<sup>e</sup> milliard. Puis cap sur le 3<sup>e</sup> bien sûr. Plus aucune échéance pour l'arrêt du moteur thermique n'est donnée. C'est la fuite en avant irresponsable. La climatisation est un marché en expansion exponentielle : pourtant, en fonctionnement et en amont, chaque climatiseur génère plus de chaleur qu'il ne produit de froid, une chaleur rejetée dans l'atmosphère surchauffée ! Les accords de Paris COP21, déjà si insuffisants, plus personne ne peut y croire après le G20 d'Osaka et les décisions au niveau de l'UE (Ceta et Mercosur).

### Grève scolaire vendredi 27 septembre

La jeunesse – collégienEs, lycéenEs, étudiantEs – est mobilisée sur les enjeux du réchauffement climatique. Ce mouvement peut se développer encore bien plus. Mais tous nos efforts devraient tendre à faire de cette journée une action intergénérationnelle comme elle est annoncée à New York.

**Commission nationale écologie**

## Le chiffre

# 400

C'est le nombre d'écoles qui, selon une enquête du ministère de l'Éducation nationale, doivent disparaître à la prochaine rentrée. 150 de ces fermetures seraient liées à une décision de l'administration, et 250 à une décision des collectivités locales. Où l'on voit que les promesses de Macron n'engagent, décidément, que ceux qui y croient.



## Agenda

**Samedi 6 juillet, manifestation des Gilets jaunes Acte 34.**

**Du 5 au 7 juillet, rassemblement ZADenvies, Notre-Dame-des-Landes (44).** Débats-forums, ateliers, balades dans le bocage, bals et concerts... Plus d'infos sur [www.zadenvies.org](http://www.zadenvies.org)

**Du 13 au 21 juillet, Altervillage d'Attac, Dompierre-sur-Mer (17).** Renseignements sur <https://france.attac.org/agenda/article/altervillage-attac-2019>

**Samedi 20 juillet, Marche «Adama III, ripostons à l'autoritarisme», Beaumont-sur-Oise (95).** À 14h30.

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

*Vous savez à qui il me fait penser ?  
À un fasciste. Les fascistes, ils se comportent comme ça. Ils discréditent les gens qui ne pensent pas comme eux au lieu de débattre, au lieu d'accepter la contradiction.*

FRANÇOIS DE RUGY, à propos de François Ruffin, BFM-TV, 30 juin 2019.

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**

Le financement de l'activité des urgences repose notamment sur un dispositif spécifique, les missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, MIGAC, que la ministre refuse de revaloriser. Et la Cour des comptes va même jusqu'à préconiser que l'accroissement des effectifs en Ehpad, les maisons de retraite, exigé par les personnels de ces établissements et de l'aide à domicile, qui étaient de nouveau dans la rue lundi dernier, soit « intégralement compensé » par une poursuite de la diminution des effectifs des hôpitaux. Tous ces choix budgétaires, issus de réformes néolibérales conduites par les gouvernements successifs, mettent en danger les hospitaliers et la population.

### Vers une marée blanche ?

Toutes les régions sont concernées, de Caen à Bordeaux, de Bayonne

au Havre, de Besançon à Pontoise, à Neuilly comme à Suresnes, dans le Nord, le Pas-de-Calais ou la Touraine, de Creil à Jossigny : tous les jours des préavis de grève sont déposés. Et, le 2 juillet, un millier de manifestantEs étaient dans les rues à Paris, de Bercy au ministère de la Santé, avec des délégations venues de quasiment toutes les régions, mais aussi des personnels d'Ehpad en lutte, confirmant que le mouvement s'étend et se renforce, avec également des rassemblements dans les régions devant les ARS.

C'est une « marée blanche » de la santé qui pourra mettre en échec ce gouvernement. Une grève de tous les personnels, soutenue par la mobilisation unitaire de la population avec les comités de défense des hôpitaux et des maternités, les Gilets jaunes les syndicats, les partis politiques.

**CorrespondantEs**

### BLUZYN DÉBLOQUE DES MOYENS POUR L'HÔPITAL



CHARMA6

## IMMIGRATION

## En finir avec les centres de rétention administrative

Dans un rapport publié début juin, puis dans une lettre ouverte, plusieurs associations, syndicats et ONG mettent en cause la politique française d'enfermement des étrangers jugés illégaux dans les centres de rétention administrative (CRA). Des centres qui fonctionnent, selon ces organisations, « à plein régime », et dans lesquels les droits fondamentaux sont régulièrement bafoués.

« Le gouvernement fait le choix d'utiliser l'enfermement en rétention comme outil d'une politique d'expulsion, banalisant la privation de liberté des personnes étrangères à travers des instructions aux préfets qui viennent aggraver celles de vos prédécesseurs. La disproportion des moyens utilisés au service de cette politique de plus en plus carcérale est inédite. » La vingtaine de signataires de la lettre ouverte publiée le 26 juin<sup>1</sup> n'y vont pas par quatre chemins, et s'en prennent directement, et vivement, au ministère de l'Intérieur, nous rappelant que Castaner n'est pas seulement un adepte du LBD et des GLI-F4, mais aussi de l'enfermement et de l'expulsion des étrangers.

## « Grèves de la faim, émeutes, tentatives d'incendie »

45 851 personnes ont été placées en CRA en 2018, soit un chiffre stable par rapport à 2017, mais avec une tendance à l'augmentation de la durée de rétention. Dans un rapport publié le 4 juin, six associations (Assfam-Groupe SOS, Forum Réfugiés-Cosi, France Terre d'Asile, Cimade, Ordre de Malte, Solidarité Mayotte) indiquent ainsi que « le nombre de personnes enfermées durant plus de 30 jours a explosé, passant de 2 468 en 2016 à 4 432 en 2018 », et s'inquiètent des chiffres à venir pour 2019 dans la mesure où, en vertu de la loi asile-immigration, la durée maximale de rétention est passée de 45 à 90 jours...

Les signataires de la lettre ouverte du 26 juin précisent : « Des hommes et des femmes s'automutilent ou tentent de se suicider dans les CRA. Au cours de ces quinze derniers mois, deux hommes se sont donné la mort dans ces lieux où l'administration enferme des personnes pour les expulser du territoire français. D'autres se révoltent ou expriment leur désespoir à travers des lettres publiques, des grèves de la faim, des émeutes ou des tentatives d'incendie. » Autant de signes du fait que les conditions de détention sont catastrophiques, assimilables à de la maltraitance, voire à de la torture (les signataires évoquent ainsi des « traitements inhumains et dégradants ») et provoquent des situations de détresse et/ou de colère parfaitement légitimes. Le cas de Mayotte est particulièrement alarmant, avec notamment l'enfermement, en 2018, de 1 221 enfants, dans des conditions particulièrement odieuses.

Et rien ne semble devoir inverser la tendance. Dans leur rapport, les associations rappellent ainsi que le gouvernement a décidé « d'accroître très fortement la capacité de ces lieux de privation de liberté » avec 480 places supplémentaires en métropole (pour un total supérieur à 1 500), soit un accroissement qui « n'avait plus été constaté depuis plus d'une décennie ». Conclusion de la lettre ouverte au ministre de l'Intérieur : « La politique menée à l'égard des personnes étrangères est ainsi marquée par des discriminations de plus en plus violentes. Contrôles au faciès, accès dégradé à la justice, privation de liberté disproportionnée voire systématisée, accès aux soins défaillant, protection des plus vulnérables reléguée au second plan. » Autant d'éléments qui plaident pour une fermeture définitive des CRA, et, au-delà, pour l'ouverture des frontières et la régularisation de toutes les sans-papiers.

Julien Salingue

1 - « Monsieur Castaner, votre politique d'enfermement en rétention a franchi la ligne rouge », en ligne sur <https://www.gisti.org/spip.php?article6183>

## « RADICALISATION » Surveillance et contrôle des agentEs des services publics

Le 26 juin dernier, deux députés LR et LREM, sur la même longueur d'ondes, ont rendu public un rapport sur la « radicalisation dans les services publics ». L'occasion de prendre la mesure de la situation alarmante de mise sous contrôle des services publics, que ce rapport vise à durcir encore.

Les rapporteurs commencent par une introduction explicite : « Par "radicalisation", la mission entend tout extrémisme potentiellement violent à contenu politique ou religieux, visant par là au premier chef la radicalisation islamiste, compte tenu du contexte post-attentats dans lequel est plongé notre pays, mais sans exclure d'autres types possibles de radicalisation. » Une autre manière de dire que si le « criblage » porte aujourd'hui sur une forme de radicalisation religieuse, demain les outils déjà existants et ceux préconisés pourront « cribler » d'autres cibles. Et ces cibles, ce sont les agentEs et les usagerEs des services publics : « L'objet de la mission ne consiste pas à étudier en quoi les services publics peuvent contribuer à la lutte contre la radicalisation dans la société française, mais d'examiner dans quelle mesure leurs agents, d'une part, et les citoyens qui s'adressent à eux, d'autre part, peuvent être concernés. »

## Des méthodes de travail éclairantes

La mission a duré 7 mois, avec études, rapports et 51 auditions « de nombreux directeurs ou représentants d'administrations centrales, des préfets, des élus, des syndicalistes, des universitaires ou encore

des responsables des services de renseignement. » Les rapporteurs se sont même rendu à la préfecture de Bobigny... Ce qui donne déjà l'angle de travail : pas question d'une réelle étude de terrain, mais la suspicion sur les quartiers populaires où les services publics sont particulièrement en tension et les agentEs eux-mêmes et elles-mêmes souvent originaires de ces quartiers. Mais il ne s'agit en aucun cas de s'intéresser aux conditions de travail des agentEs ou d'accueillir du public, qui pourraient pourtant avoir un lien avec la perception que les salariéEs et les usagerEs peuvent avoir de l'État. L'objet est d'étudier les outils de surveillance, rebaptisée « criblage », et leurs éventuelles failles.

## Un empiement compulsif de dispositifs répressifs

Quatre lois ont renforcé, depuis 2014, les pouvoirs d'investigation des services de renseignements, du contrôle administratif, ainsi que les dispositifs de répression « antiterroristes ». Et trois plans dits de « prévention » ont étendu les moyens de « détection » des personnes radicalisées et cherché à impliquer les agentEs des services publics, en particulier celles et ceux relevant des collectivités territoriales, pour surveiller la population.

Des collectivités, dont les régions des Hauts-de-France ou de l'Île-de-France, ont mis sous pression les associations, faisant dépendre les subventions à la mise en œuvre de « chartes de laïcité », et à la lutte contre la radicalisation.

Et tout cela pour arriver à quoi ? « Au 29 mai 2019, 21 039 individus sont inscrits au Fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT) dont 10 092 ont le statut : "pris en compte", 10 616 le statut : "clôturé", 167 le statut : "poursuite de l'évaluation", et enfin 164 le statut : "en veille". » À propos de ces chiffres, le rapport est obligé de reconnaître qu'ils ne comptent que de manière « marginale » dans les agents de la fonction publique (0,05 % dans l'armée de terre, 30 agents de la pénitencière, ou 80 personnes sur la plateforme aéroportuaire de Roissy).

## Dérives autoritaires

Tout ça pour ça, aurait-on envie de dire. Mais pas les rapporteurs, qui proposent de renforcer les moyens et d'étendre les prérogatives du Service national des enquêtes administratives de sécurité (SNEAS) créé par le gouvernement Hollande. Pour contrôler davantage les recrutements dans la pénitencière, mais également

« étendre la compétence du SNEAS aux personnels de l'Éducation nationale qui sont en contact, de par leurs fonctions, avec des mineurs » (autrement dit tous les personnels enseignants et non-enseignants de l'Éducation nationale) ou « étendre la compétence au SNEAS pour réaliser des enquêtes administratives au moment du recrutement des personnels soignants ». Ce qui signifie des contrôles au moment des recrutements, mais également tout au long de la carrière, puisque le rapport insiste bien sur les possibilités de radicalisation en cours de parcours. On ne peut que mettre ces propositions en relation avec l'article de la loi dite de « l'école de la confiance » qui cherche à censurer les enseignantEs dans leurs critiques du gouvernement. Ce nouveau rapport, au-delà de son instrumentalisation de l'islamophobie, ne protégera pas d'éventuels passages à l'acte d'individus, comme cela est déjà arrivé à de multiples reprises depuis 2014. Il s'agit indéniablement d'un arsenal contre les agents de la fonction publique et les associations : un appareillage de mesures de contrôle et de surveillance qui pourront devenir demain de bien dangereux outils pour les dérives autoritaires de ce pouvoir ou d'un autre...

Cathy Billard

## ÉLECTIONS MUNICIPALES

## Les grandes manœuvres ont commencé

L'arrivée de Macron au pouvoir en 2017 a dynamité le champ politique « traditionnel ». Les dernières élections européennes ont confirmé ce bouleversement. Et depuis, les grandes manœuvres pour une recomposition politique à droite comme à gauche ont commencé, avec en point de mire les municipales de 2020.



## L'extrême droite à l'offensive

Les Républicains (LR) traversent une crise sans précédent. Cette crise ouvre des perspectives au Rassemblement national qui veut continuer, après entre autres Mariani, de ramener dans ses filets des élus républicains. C'est ainsi que Marine Le Pen a lancé, le 16 juin, un appel clair « à tous ceux qui, chez LR, n'ont pas envie d'être embrigadés dans l'armée d'Emmanuel Macron. [...] Nous sommes prêts à discuter avec eux, à mettre en œuvre des plateformes d'action communes ». Et depuis, les opérations s'accroissent. C'est Mariani qui est chargé de jouer les passerelles avec son ancien parti. C'est ainsi qu'il a annoncé relancer en septembre la « Droite populaire » et, par la même occasion, le débat sur les alliances LR-RN pour les municipales de 2020. Sans oublier le dîner entre Marion Maréchal et une quinzaine d'élus républicains, qui affaiblit une nouvelle fois LR. Est-ce

que cette offensive sera « gagnante » pour le RN ? Les mois qui viennent le diront. Même si depuis Sarkozy et encore plus depuis Wauquiez, il n'y a pas une feuille de papier à cigarette entre ce que disent, sur de nombreux sujets, LR et RN.

## LREM continue le dépeçage

Les élections municipales de 2020 sont importantes pour LREM, en particulier pour renforcer son implantation locale car à l'heure actuelle, le mouvement de Macron ne compte que 2 000 élus locaux. La stratégie du parti présidentiel pour ces futures élections est le « cas par

cas ». C'est ainsi qu'il soutiendra des candidatEs de LREM tout comme des sortants de droite ou de gauche. À cette heure, Laurent Degallaix (UDI) à Valenciennes, Emmanuel Darcissac (ex-PS) à Alençon (Orne) et Olivier Klein (PS) à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) ont reçu l'investiture macroniste. Les investitures actuelles ne sont pas sans poser de problèmes, en particulier au PS. Même si, à cette étape, LREM n'a pas encore finalisé ses investitures, en particulier dans les grandes villes, le parti macroniste continue sa stratégie de construction d'une polarisation avec le RN.

## La gauche en ébullition

Depuis les élections européennes, la « gauche » est aussi en ébullition et, là aussi, les grandes manœuvres ont commencé. Et c'est sans aucun doute dans la « gauche radicale » que cela se bouscule le plus avec le lancement du « big bang » de Clémentine Autain et Elsa Faucillon, qui se fixe notamment pour objectif de redonner « du sens » à la gauche et d'essayer de s'unir pour les prochaines municipales pour qu'il y ait « moins d'éparpillement ». Pour notre part, sans nier les désaccords qui existent, par la discussion et la confrontation des points de vue, nous voulons avant tout contribuer, sans arrière-pensée électorale, à l'unité de notre camp social dans l'action. Pour se mobiliser sur toutes les questions permettant de défendre les intérêts du monde du travail au sens large, que ce soit contre les licenciements, contre la répression des mouvements sociaux ou dans les quartiers populaires, contre telle ou telle loi gouvernementale ou attaque patronale, pour la justice sociale et climatique, contre l'extrême droite. Bref, loin d'une focalisation sur les urnes.

Joséphine Simplon

« **P**ouvoir assassin », « Système dégage », « Y'en a marre, y'en a marre des généraux », « Gaïd Salah tu es un traître, tu dois rejoindre les autres à el Harrach » (prison d'Alger où sont incarcérés les principaux caciques du régime) : rien ne semble pouvoir endiguer la colère du peuple. Car c'est bien de tout le peuple dont il s'agit (étudiantEs, chômeurEs, petitsE commerçantEs, restaurateurEs, paysanEs...) Ce qui frappe d'emblée, c'est l'extrême jeunesse des manifestantEs, leur détermination, l'absence de peur et la jubilation collective de défier un pouvoir corrompu, honni, et incapable (à cette heure) de présenter un scénario de « sortie de crise » entendable.

**Manœuvre et intimidations en tout genre**

Gaïd Salah, chef des armées et seul aujourd'hui à assumer l'exercice du pouvoir, multiplie chaque semaine, devant un parterre de militaires, les déclarations les plus contradictoires, assurant d'un côté continuer la purge des corrompus de l'ancien système, et menaçant de l'autre les manifestantEs. Ainsi, les liaisons ferroviaires qui relient Alger sont interrompues chaque vendredi, les réseaux sociaux sont bloqués, mais rien n'y fait : les rues d'Alger ne désemplassent pas, celles de province non plus, et le drapeau amazigh, mêlé au drapeau national flotte toujours sur les manifestations en dépit de la répression (des dizaines de manifestantEs sont emprisonnés pour avoir brandi le drapeau berbère... ou le drapeau palestinien !)

**La parole libérée**

Partout, en public comme en privé, des discussions politiques interminables... Où va le mouvement ?

# ALGÉRIE Une révolution si proche et si peu soutenue

Pour le 19<sup>e</sup> vendredi consécutif, la population algérienne est massivement descendue dans les rues le 28 juin, malgré un dispositif policier impressionnant.



Qui sera le prochain à rejoindre la liste déjà longue des personnalités inculpées et incarcérées ? Plus de 300 procès sont en attente. Ils visent aussi bien des oligarques, des généraux, ou des responsables de partis politiques. Rien ne semble pouvoir arrêter les procédures en cours, tant le système de corruption généralisée touche à toutes les sphères de l'ancien régime ! Ainsi, l'UGTA (centrale syndicale totalement liée au pouvoir) a dû organiser à la hâte un congrès extraordinaire pour démettre son ancien secrétaire général, trop compromis avec le régime. Mais ce replâtrage de façade ne saurait

satisfaire l'immense masse des salariéEs qui ne se sentent aucunement représentéEs par cette centrale corrompue. Cette défiance généralisée n'épargne pas les principaux partis politiques, qui ont plus ou moins trempé dans les magouilles du système. Ainsi, la mise en détention arbitraire de la secrétaire générale du PT (Parti des travailleurs) suscite moins d'émotion que l'incarcération de jeunes manifestantEs.

**Incertitudes**

Bien malin qui pourrait prédire une issue à la révolution en marche depuis près de cinq mois en Algérie.

Un scénario « à la portugaise » dans lequel une fraction significative de l'armée (très populaire) se rangerait au côté du mouvement populaire ? Une répression brutale comme au Soudan ? Ou bien une structuration horizontale du mouvement, qui exercerait par en bas un contre-pouvoir populaire pouvant balayer l'ancien régime ? Aucune formule n'émerge aujourd'hui des discussions, pas même celle d'une « assemblée constituante » qui apparaît aujourd'hui très propagandiste en l'absence d'organismes de contre-pouvoir, seuls susceptibles de rendre réaliste un tel projet.

**Au côté de la Révolution algérienne !**

Comment expliquer que l'insurrection démocratique en Algérie ne suscite pas plus d'enthousiasme de l'autre côté de la Méditerranée ? À ce jour, aucune manifestation nationale de soutien n'a été organisée, alors que chaque dimanche par milliers les AlgérienEs de Paris investissent massivement la place de la République pour se retrouver, partager leur joie, discuter, faire de la musique, exprimer leur communion avec leurs compatriotes... Nous ne pouvons pas rester plus longtemps indifférents au formidable espoir que représente la révolution en marche à deux heures d'avion de Paris !

**Alain Pojolat**

# « DEAL DU SIÈCLE » La Palestine selon Trump : un nouveau Singapour... sous occupation

Le « deal du siècle » annoncé depuis plusieurs mois par l'administration Trump et censé « régler le conflit israélo-palestinien », ressemble de plus en plus à une mauvaise blague. On a pu en avoir un aperçu lors de la conférence organisée les 25 et 26 juin à Bahreïn, où le gendre de Trump, Jared Kushner, a présenté le volet économique du « deal », qui ressemble, en pire, à diverses initiatives prises au cours des 25 dernières années. Avec le succès que l'on connaît.

« **B**uying peace », « acheter la paix » : dès 1996, l'universitaire étatsunien Rex Brynen, peu connu pour ses sympathies pro-palestiniennes, utilisait cette formule pour décrire les mécanismes qui se mettaient alors en place dans la foulée de la signature des accords d'Oslo entre Israël et

les Palestiniens (1993-1994). L'un des principaux architectes israéliens du cadre négocié, Shimon Pérès, défendait pour sa part, dans un ouvrage publié à la fin de l'année 1993, *The New Middle East*, la thèse selon laquelle la pacification des relations entre Israël et ses voisins nécessitait un renforcement des relations économiques entre les pays du Moyen-Orient, dans le cadre d'une zone de libre-échange, qui permettrait à l'ensemble des peuples de la région, au premier rang desquels les Palestiniens, de bénéficier des « dividendes de la paix ».

**50 milliards d'investissements**

Ce projet « silence contre nourriture » a connu de nombreux avatars au cours des 25 dernières années, qui se sont tous soldés par des échecs. La raison en est simple : les dizaines de milliards injectés en Cisjordanie et à Gaza ne remplacent pas la satisfaction des droits nationaux des Palestiniens, a fortiori dans la mesure où, dans le même temps,

Israël continue de coloniser, d'expulser, de réprimer, d'assiéger. Cette fois-ci, les États-Unis promettent rien moins que 50 milliards de dollars d'investissements, dont la moitié dans les territoires palestiniens, et expliquent sans honte, dans un document de 40 pages mis en ligne sur le site de la Maison Blanche<sup>1</sup>, que « de même que Dubaï et Singapour ont tiré profit de leur position stratégique et se sont épanouis comme des pôles financiers régionaux, la Cisjordanie et Gaza pourront au total se développer comme des centres d'échanges commerciaux régionaux ». Le tout sans jamais mentionner Israël et l'occupation !

**« Incubateurs de start-ups »**

« J'essaie de comprendre le concept : on continue l'occupation mais en échange on aura un Starbucks en ville ? Des check-points trois étoiles ? » Un consultant palestinien de Ramallah, interviewé par *Libération*, résume bien la situation. Et le moins que l'on puisse dire est que,

l'expérience aidant, personne ne prend très au sérieux les « propositions » de l'administration Trump et les promesses de doublement du PIB et de création d'un million d'emplois, entre autres et notamment dans des « incubateurs de start-ups » (sic). La conférence de Bahreïn a été un échec flagrant, les États arabes invités n'envoyant que des diplomates de second rang, peu enthousiastes devant le powerpoint de Jared Kushner. Du côté de l'Autorité palestinienne de Ramallah (AP), on proteste contre cet énième projet qui ne dit pas un mot de l'occupation et des droits politiques des Palestiniens, signe de l'usure des plans de « paix économique » que l'AP, qui en bénéficiait directement, a longtemps salués. En résumé, rien de bien nouveau sous le soleil, et un « deal du siècle » qui ne changera rien au sort des Palestiniens, se contentant d'accompagner, et de financer, l'expansion coloniale.

**Julien Salingue**

1 - <https://www.whitehouse.gov/peaceetoprosperity/>



## Le monde en bref

**Yémen Le Royaume-Uni suspend ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite.**

« Le gouvernement n'a pas évalué si la coalition dirigée par les Saoudiens avait commis des violations du droit international humanitaire par le passé, pendant le conflit au Yémen, et n'a fait aucune tentative pour le faire ». Ainsi s'est exprimé, le 20 juin, le président de la division civile de la cour d'appel de Londres, saisie depuis 2015 par l'ONG Campaign Against Arms Trade (CAAT) au sujet des ventes d'armes britanniques à l'Arabie saoudite et de leur usage au Yémen. Dans la foulée, le gouvernement annonçait suspendre ses exportations d'armement vers le royaume saoudien, tout en précisant qu'il ferait appel de la décision de justice.

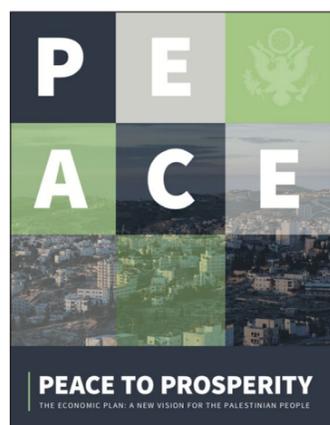
Comme l'a expliqué Amnesty International, « la Cour a mis en avant un aspect crucial : l'importance des recherches que nous avons menées avec d'autres ONG et l'ONU, qui constituent des éléments de preuve fiables quant aux risques inhérents à l'approbation d'exportations d'armes vers l'Arabie saoudite ». Autant dire que l'incessant travail de documentation et de dénonciation des crimes commis par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite a porté ses fruits, même s'il ne s'agit que d'une victoire partielle et provisoire. Il n'en demeure pas moins que cette décision peut être un point d'appui pour celles et ceux qui se mobilisent, dans les pays alliés de l'Arabie saoudite, pour que cessent les complicités de crimes de guerre. On ne peut que partager le point de vue de Bénédicte Jeannerod, de l'ONG Human Rights Watch : « La décision de la cour d'appel de Londres est historique et envoie un signal très fort aux pays européens, comme la France, qui continuent de vendre des armes à l'Arabie saoudite malgré ses violations systématiques contre les civils au Yémen. Le gouvernement français devrait en tirer les leçons et cesser immédiatement ses transferts d'armes à ce pays »

**G20 Triplement des subventions publiques aux centrales à charbon.**

Selon un rapport récemment publié par quatre ONG internationales, les pays du G20 fournissent chaque année au moins 56,3 milliards d'euros d'aides au charbon. Des sommes considérables de la part des pays les plus industrialisés (et les plus pollueurs) du monde, et ce malgré leur engagement solennel, il y a 10 ans lors du sommet de Pittsburgh, à « rationaliser et abandonner progressivement à moyen terme les subventions inefficaces accordées aux combustibles fossiles qui encouragent la surconsommation ».



Si les aides à la production directe de charbon sont en baisse, celles attribuées aux centrales à charbon ont explosé, avec un quasi triplement entre 2014 et 2017, passant de 15,1 milliards d'euros par an à près de 41,6 milliards. Une « aberration écologique », comme l'ont souligné les auteurs du rapport, puisqu'il s'agit ni plus ni moins que de subventionner une industrie vieillissante, peu rentable et très polluante, au détriment de l'organisation d'une véritable transition vers des énergies renouvelables. Comme le souligne Ipek Gencsu, l'une des principales auteures du rapport, « les gouvernements prennent le relais des investisseurs, qui quittent le secteur avec le manque de rentabilité. Mais soutenir une industrie déclinante ne fait que repousser une transition inévitable et en renchérir le coût. »



## COURSE AUX ARMEMENTS ET RIVALITÉS INTER-IMPÉRIALISTES

« **M**ohamed Ben Salmane fait un boulot spectaculaire » : ainsi s'est exprimé Donald Trump lors du sommet du G20, organisé à Osaka (Japon) les 28 et 29 juin, sans susciter de commentaires de la part des autres participants. Pire encore : le sommet a acté que sa prochaine réunion se tiendrait, en 2020, à Ryad, capitale du royaume d'Arabie saoudite. La sale guerre contre le Yémen, les exécutions d'opposants (dont celle, très médiatisée, du journaliste Jamal Khashoggi), les détentions arbitraires n'y auront rien fait : Mohamed Ben Salmane est le bienvenu dans les cénacles des puissants, où l'on salue même, avec une ironie morbide, la qualité de son « boulot ».



### Course aux armements

Rien d'étonnant, finalement, quand on regarde le monde tel qu'il va, avec le développement des régimes autoritaires et la fièvre militariste. La mondialisation capitaliste traverse une crise économique, sociale et politique historique, qui peut faire dire à un Vladimir Poutine goguenard que « le libéralisme est obsolète », et qui se traduit entre autres, depuis plusieurs années, par une remontée des tensions inter-impérialistes, avec des grandes puissances bien décidées à ne pas se contenter d'un statu quo qui ne sied plus à personne. Les États-Unis de Trump sont à cet égard un cas d'école : des mesures protectionnistes de plus en plus agressives pour « protéger le marché intérieur », mais des visées impérialistes maintenues, voire étendues, du Moyen-Orient à l'Asie pacifique en passant par l'Amérique latine.

Sommes-nous à la veille d'une conflagration militaire mondiale ? Il serait hâtif d'en arriver à cette conclusion alarmiste. Force est toutefois de constater que la course aux armements a bel et bien été relancée, avec une augmentation spectaculaire des dépenses militaires mondiales et, partant, un marché de l'armement en pleine expansion. Selon un rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) publié en avril dernier, on note ainsi, entre 2017 et 2018, une hausse globale de 2,6 % des dépenses militaires à l'échelle de la planète. Dans le détail, les dépenses militaires US ont augmenté pour la première fois depuis sept ans, de 4,6 %, celles de la Chine, adversaire désigné de Trump, de 8,1 %, celles de l'Europe centrale de 12 %, celles de l'Amérique centrale de 8,8 % et celles de l'Europe occidentale

de 1,4 %. Des disparités mondiales éloquentes puisque, dans le même temps, les dépenses militaires de l'Afrique subsaharienne baissaient de 11 %, celles de l'Afrique du Nord de 5,5 % et celles de l'Océanie de près de 3 %. Au cours des 10 dernières années, on note une progression de 29 % pour l'Inde, de 73 % pour le Pakistan, de 27 % pour la Russie, de 28 % pour la Corée du Sud, etc.

### Guerre froide, guerres chaudes

Ces dépenses ne sont pas uniquement destinées à la modernisation des armées (particulièrement spectaculaire en Russie et en Chine) ou à la dissuasion, mais bel et bien à des interventions militaires concrètes. On se souviendra ainsi que, malgré les promesses non-interventionnistes de Trump, les États-Unis sont toujours aujourd'hui engagés directement dans sept conflits

(Afghanistan, Irak, Syrie, Yémen, Somalie, Libye, Niger) ; que la Russie, quelques années après la guerre en Crimée, a déployé des moyens militaires conséquents pour venir au secours de son allié Bachar al-Assad ; ou encore que la Turquie, dont les dépenses militaires ont augmenté de 24 % (!) en 2018, a multiplié ces derniers temps les interventions contre les zones kurdes, entre autres et notamment contre le canton d'Afrin en Syrie.

Des guerres chaudes sur fond de guerres froides entre puissances mondiales et/ou entre puissances régionales, l'exemple le plus flagrant de ce dernier type de conflit étant la guerre froide entre Iran et Arabie saoudite, qui interviennent militairement hors de leurs frontières pour préserver ou étendre leurs zones d'influence, s'affrontent par groupes satellites interposés, et somment chaque pays de la région de choisir son camp, dans une région où l'État d'Israël multiplie lui aussi les interventions et tire vers le haut les dépenses militaires et la course aux armements.

Et la France n'est pas en reste, qui se place sur le podium des exportateurs d'armes et se classe 5<sup>e</sup> au niveau des dépenses militaires, juste derrière l'Inde. Une France qui, même si elle n'a pas les ambitions des États-Unis, de la Chine ou de la Russie, fait partie de ces grandes puissances qui n'hésitent pas à mettre le monde à feu et à sang pour défendre ou étendre leurs intérêts. Des puissances qui font planer aujourd'hui bien des menaces, avec des risques réels d'explosions aux conséquences difficilement mesurables, mais qui imposent aux forces progressistes de renforcer leurs positions internationalistes et anti-impérialistes.

Julien Salingue

# Face aux menaces



## INTERNATIONALISME ANTI-IMPÉRIALISME

## USA-IRAN : TRUMP LE VA-T-EN-GUERRE, UN DANGER POUR TOUTE LA PLANÈTE

Le 13 juin, l'attaque de deux pétroliers, norvégien et japonais, près du détroit d'Ormuz par lequel transite un cinquième de la production mondiale de pétrole a servi de prétexte aux USA pour relancer leur offensive contre l'Iran, engagée depuis leur retrait de l'accord international sur le nucléaire iranien, en mai 2018.

Le ton est encore monté d'un cran le 20 juin après que l'Iran a abattu un drone de surveillance de l'US Navy qui avait violé, selon lui, son espace aérien. En représailles les USA se préparaient à des frappes aériennes avant que Trump ne se ravise au dernier moment pour cependant ajouter ensuite : « Toute action de l'Iran visant à importer quel intérêt américain déclencherait une réponse d'une force puissante et écrasante [...] Dans certains domaines, écrasante signifiera annihilation ». Au-delà de l'odieuse mise en scène de Trump par lui-même au moment où il s'engage dans une nouvelle campagne électorale en vue de l'élection présidentielle, au-delà des surenchères des faucons, Bolton et Pompeo, ces mises en garde sont assumées par l'État américain et le Pentagone, elles ne s'adressent pas seulement à l'Iran mais visent à affirmer la

détermination des USA face au monde entier.

### Surenchères bellicistes

Le 24 juin, Trump a signé un décret imposant de nouvelles sanctions, renforcement de l'embargo, gel des avoirs à l'étranger de certains dignitaires iraniens, considérées par l'Iran « comme un acte hostile conforme au terrorisme économique et à la guerre économique lancés contre notre Nation » et comme une volonté de « fermer de façon permanente la voie de la diplomatie avec le gouvernement prêt à tout ». L'Iran est étranglé par l'embargo qui vise à le mettre à genoux et à lui imposer les décisions US, voire à provoquer l'écroulement du régime. Les exportations de pétrole iranien sont tombées à 750 000-900 000 barils par jour, essentiellement à destination de la Chine, contre 2,6 millions de barils par jour il y a un an. Une situation dramatique que paye la

population par la hausse des prix, le chômage, la misère.

Cette politique renforce, en fait, le pouvoir des mollahs qui s'appuient sur les sentiments anti-étatsuniens. En réponse à ces nouvelles sanctions, ces derniers ont annoncé qu'ils commenceraient à rompre leurs engagements sur le nucléaire le 7 juillet, si les autres signataires de l'accord (Chine, Russie, France, Royaume-Uni et Allemagne) ne trouvaient pas le moyen d'atténuer le poids des sanctions US. Le Drian, ministre des Affaires étrangères français, s'est empressé de dénoncer cette « grave erreur »...

### Bruits de bottes

Dès le 17 juin, Washington a annoncé l'envoi de 1000 militaires supplémentaires « à des fins défensives pour répondre à des menaces aériennes, navales et terrestres au Moyen-Orient ». Le 5 mai, avait déjà été annoncé le déploiement,

dans les eaux du Golfe persique, du porte-avions *Abraham-Lincoln* et de son groupe de combat. Quatre bombardiers stratégiques B-52 sont arrivés le 8 mai sur la base qatarie d'el-Udeid. Un autre navire de l'US Navy, l'*Arlington*, transportant une force de marines, des véhicules amphibies de débarquement, des hélicoptères et une batterie de missiles antimissiles Patriot, est en route vers le Moyen-Orient. Le Pentagone a engagé un plan d'intervention qui prévoit le déploiement dans la région de 120 000 hommes – à peine moins que pour la guerre contre l'Irak. Il est très probable qu'aujourd'hui les USA ne veulent pas d'une guerre directe ou plutôt préfèrent, si possible, l'éviter, convaincus que le rapport de forces est entièrement en leur faveur. Ce que voulait souligner Trump en déclarant, à propos de la possibilité d'un affrontement militaire : « Nous sommes dans une position très

forte, et ça ne durerait pas très longtemps, je peux vous le dire ». Des propos qui cependant en assument le risque et les conséquences qui ne pourraient rester limitées à l'Iran, qui embraseraient le Moyen-Orient, provoqueraient une recrudescence du terrorisme en réponse à l'odieux terrorisme d'État US, aggraveraient l'instabilité et les tensions internationales. On assisterait à une flambée des cours du pétrole, à un ralentissement des échanges internationaux et vraisemblablement à une récession mondiale, dont les éléments sont déjà en place.

### Le désordre mondialisé

La politique de Trump, y compris dans sa seule mise en scène, répond aux besoins de Wall Street, c'est-à-dire d'une classe capitaliste prête à défendre bec et ongles sa domination mondiale dans le cadre d'une libre concurrence faussée et mondialisée. Elle n'est

plus en mesure d'être le gendarme du monde capitaliste mais est devenue un puissant facteur de désordre mondial, mue par la défense de ses seuls intérêts. La multiplication des conflits et des interventions, l'exacerbation des tensions où les politiques libérales le disputent aux politiques impérialistes, sont une conséquence de la stagnation du capitalisme à l'heure de la financiarisation mondialisée.

La première puissance mondiale a un talon d'Achille, la contradiction entre les 99 % et les 1 %, qui la mine de l'intérieur, une contradiction qui est de plus en plus brutale, évidente, destructrice et dont la politique de Wall Street et du Pentagone comme les frasques ridicules et cyniques de Trump préparent l'explosion. La seule réponse à la menace que représente la politique des USA vis-à-vis de l'ensemble de la planète.

Yvan Lemaitre

# ces de guerre:



## LE THÉÂTRE D'OPÉRATIONS INDOPACIFIQUE

Sur le plan militaire, les océans Indien et Pacifique sont devenus le pivot du face-à-face mondial entre les États-Unis et la Chine, au point que le Pentagone en a fait un théâtre d'opérations unifié pour mieux s'opposer à la montée en puissance des forces armées chinoises. Les enjeux sont colossaux.

**D**onald Trump a fait ce que Barack Obama voulait, mais sans y parvenir tant il restait enligné dans la crise du Moyen-Orient : renforcer qualitativement la présence de la VII<sup>e</sup> Flotte, notamment dans le Pacifique occidental. En 2020, les deux tiers de l'US Navy devraient être positionnés en Asie-Pacifique, alors qu'auparavant elle se trouvait pour moitié dans l'Atlantique. Simultanément, Washington veut intégrer plus étroitement à un front commun antichinois le Japon, l'Inde, l'Australie... La France de Macron ambitionne d'entrer dans ce jeu occidental, malgré la faiblesse de ses moyens, invoquant ses possessions insulaires (et les amples zones économiques exclusives qui vont avec).

### Changement de la doctrine militaire chinoise

Xi Jinping, pour sa part, a radicalement modifié la doctrine militaire chinoise. Elle s'inscrivait sous Mao dans une perspective défensive et locale : opposer la guerre populaire à un éventuel envahisseur, garantir ses revendications frontalières (Himalaya, Sibérie, Taïwan...). L'armée de terre constituait le cœur de cette politique. Elle s'inscrit dorénavant dans une politique de grande puissance mondiale : protéger ses lignes de communication, consolider son expansion économique, imposer son rang... C'est à la Navale de porter cette ambition.

L'armée de terre monopolisait hier 70% des effectifs militaires (autour de deux millions au total), moins de 50% aujourd'hui, alors que les

effectifs de la marine ont triplé. Pékin veut se donner les moyens de contrôler les océans et le ciel. Les dépenses militaires ont bondi de 83% entre 2009 et 2018, avec des résultats probablement sans précédent en un si court laps de temps pour un grand pays. La Chine ne possédait qu'un porte-avions de fabrication soviétique, elle en a dorénavant trois et probablement bientôt cinq. Elle n'avait aucun super-destroyer, elle en déploie aujourd'hui quatre...

Les forces chinoises ont leurs faiblesses. Un armement nucléaire à moderniser. Des sous-marins stratégiques trop « bruyants ». Peu d'expérience en matière de déploiement massif de corps d'armée et de coordination entre divers services. Encore moins d'expérience du feu, de guerres réelles. Une chaîne de commandement inadaptée, alors que, dans l'éventualité d'une rupture de communications, il faut une forte capacité d'autodécision sur un théâtre d'opérations. En ce domaine, Pékin a décidé de calquer le dispositif US – mais cette décentralisation opérationnelle peut entrer en conflit avec la conception hypercentralisée du pouvoir propre à Xi Jinping.

### Relance de la course aux armements

Sur le plan géostratégique, Washington s'appuie sur trois lignes d'îles pour contrer le déploiement chinois. La première enserme la mer de Chine, de la péninsule coréenne à la péninsule indochinoise en passant par le Japon, les Philippines, l'archipel indonésien. La seconde a pour

pivot Guam et sa base navale, en Micronésie (Pacifique occidental), censée protéger Hawaï, siège de la flotte US du Pacifique. La troisième est située dans le Pacifique sud.

Le conflit en mer de Chine (une appellation internationale rejetée par des pays riverains) s'est soldé par un compromis temporaire. Pékin a militarisé à son bénéfice la mer de Chine du Sud, tout en devant cesser ses incursions militaires aux abords du Japon et de la Corée (mais en pouvant réapparaître plus au Nord, au large de la Sibérie, avec un soutien russe). Xi Jinping a lancé la construction de « corridors » via la Birmanie et la Malaisie, ainsi qu'au travers du Pakistan, qui lui permettent d'accéder directement à l'océan Indien. Sa marine de haute mer cingle dorénavant jusque dans le Pacifique sud où la compétition fait rage pour passer des accords militaro-économiques avec les États insulaires. Elle bénéficie par ailleurs d'une base à Djibouti, dans la Corne de l'Afrique, multiplie les manœuvres dans l'océan Indien et est intervenue au Yémen pour exfiltrer ses ressortissants. Autre facette de la compétition, le développement d'armes nouvelles, déjà fabriquées ou testées : missiles de précision et de longue portée terre-mer, mer-mer, anti-satellites, engins hypersoniques (jusqu'à Mach 20... la Russie est aussi en pointe en ce domaine) ; nouvel avion furtif ; avion-cargo sans pilote ; super canons ayant recours à la puissance électromagnétique... Le déploiement de telles armes pourrait menacer

de loin les flottes aéronavales, bouleversant les règles de guerre en vigueur. De fait, le conflit US-Chine en Asie-Pacifique a relancé la course aux armements dans le monde entier.

### Conflits par procuration

Ni la Chine ni les États-Unis ne veulent engager une guerre frontale – bien que le risque de « dérapage » en mer de Chine du Sud et autour de Taïwan ne puisse être ignoré. Cependant, des conflits par procuration sont dans la logique des choses. Ce fut le cas en Corée (cela pourrait le redevenir). C'est actuellement le cas (sous forme politique) au Sri Lanka, une île dont la position stratégique est clé, à la pointe sud de l'Inde, et où Pékin a obtenu la concession d'un port pour 99 ans (Hong Kong était une concession britannique pour 99 ans !). Où un tel conflit par procuration pourrait-il naître sous forme militaire ? Difficile à prévoir. La particularité du théâtre d'opérations indopacifique est qu'il voit s'opposer comme nulle part ailleurs la première et la deuxième puissance militaire (la Russie ayant la capacité de jouer sa partition grâce à sa présence sibérienne et à sa flotte de sous-marins stratégiques). Plus qu'ailleurs, la géographie politique, économique, technologique et militaire du conflit USA-Chine pourrait se superposer – avec à l'horizon une possible balkanisation d'un marché mondialisé. C'est ici que les logiques de guerre prennent le plus directement une dimension mondiale.

**Pierre Rousset**

## CONTRE LES GUERRES ET LE MILITARISME

Les guerres que mènent les grandes puissances n'ont pas pour but, comme on nous l'affirme, de lutter contre le terrorisme et encore moins de soulager les peuples de la misère ou les débarrasser des dictatures qui les oppriment.

**C**esont des guerres menées pour continuer à piller les ressources naturelles de ces pays, en perpétuant le rapport colonialiste imposé, notamment par la France, aux peuples d'Afrique et du Moyen-Orient. Il s'agit en outre, pour les principales puissances impérialistes, de défendre ou d'étendre leurs « zones d'influence »... et leurs intérêts économiques.

### Guerres, misère et complicités européennes

Loin d'empêcher le développement du terrorisme, les guerres menées au cours des deux dernières décennies l'ont engendré en poussant des jeunes, que la misère créée par l'exploitation des richesses de leurs pays et les bombardements laissent sans espoir, dans les bras des chefs de guerre ou de sectes religieuses.

Le chaos libyen n'était pas une fatalité. Alors que le peuple se soulevait en 2011 pour renverser la dictature de Kadhafi, l'intervention militaire de la France et ses alliés a favorisé tous les groupes confessionnels/claniques qui s'y affrontent aujourd'hui, contribuant

à déposséder le peuple libyen de sa rébellion.

En Syrie, les grandes puissances ont laissé Assad massacrer son peuple pour enrayer la révolte qui y naissait dans la foulée des soulèvements de Tunisie et d'Égypte. La destruction d'Alep, le massacre de la population par les armées d'Assad et de la Russie se sont ainsi faits dans le silence de « démocraties » américaine et européennes soucieuses de ménager l'appareil répressif syrien et les bonnes relations futures.

L'Arabie saoudite qui bombarde le Yémen est, avec Israël, le principal relais des pays occidentaux dans la région. Cette amie des USA, de l'UE et de la France est aussi la dictature la plus réactionnaire du Moyen-Orient, berceau et grand argentier de tous les courants de l'intégrisme islamique.

Le président turc, Erdogan, a quant à lui profité de son alliance avec les puissances occidentales, prétendument contre Daech, pour reprendre sa guerre contre la population kurde de Turquie et le PKK, pour réprimer tous les mouvements de gauche, les journalistes, les militants ouvriers, etc. La France lui a assuré un soutien régulier

en réprimant les mouvements et militants kurdes, dont plusieurs ont été assassinés en France en toute impunité.

### En finir avec le militarisme

Et malgré tout, force est de constater que, du côté des forces politiques institutionnelles en France, c'est l'unanimité qui l'emporte. Défense des « intérêts français », des groupes industriels, des emplois générés par l'industrie de l'armement : tous les arguments sont bons pour ne pas pointer les responsabilités, directes ou indirectes, de la France dans les conflits militaires. Quitte à verser parfois dans les postures les plus contradictoires, à l'instar de celle de Jean-Luc Mélenchon et de la FI qui, tout en dénonçant les exportations d'armes en Arabie saoudite, n'ont de cesse de saluer la bonne santé du complexe militaro-industriel français. Le 25 octobre 2018, Jean-Luc Mélenchon se rendait ainsi, au Bourget, au salon Euro-Naval, « rendez-vous mondial des technologies navales du futur », avec ce commentaire sur Twitter, photos à l'appui : « Visite des stands Thalès, MBDA, Naval Group,

Ministère des Armées et Navire des métiers. La France doit se donner les moyens d'assurer sa souveraineté sur son territoire maritime, le 2<sup>e</sup> plus vaste du monde. » Misère du « patriotisme »...

À l'opposé de toute apologie des industries d'armement françaises, de toute logique « bloc contre bloc » et de tout chauvinisme, il est urgent d'assumer des mots d'ordre défendant une perspective de désarmement et de démilitarisation. Cela commence par l'arrêt des exportations des engins de mort français et, au-delà, le démantèlement du complexe militaro-industriel, avec une reconversion industrielle qui pourrait notamment s'orienter vers le domaine de la transition énergétique (trains, métros, tramways, énergies renouvelables...). Soit une politique de désarmement unilatéral et général, qui implique également la destruction de la force de dissuasion nucléaire française et, sur le plan politique, le refus de toute « armée européenne », la sortie de l'Otan, la fin de la Françafrique et, plus généralement, l'arrêt de toutes les interventions militaires françaises à l'étranger.



## ROUEN Premières Assises pour la défense des libertés

L'initiative, organisée le 26 juin, est partie de l'Assemblée citoyenne de Sotteville (AC), qui réunit des Gilets jaunes et des citoyenEs de Sotteville et d'ailleurs, depuis plus de 3 mois.

Face au matraquage, à la traque, aux blessures, aux amendes, aux poursuites judiciaires dont sont victimes les Gilets jaunes, il est apparu impossible de les laisser isolés, sans que le mouvement syndical, associatif, politique apporte son soutien aux victimes. Au-delà, l'idée était d'impulser une réelle convergence de tous les secteurs de la population confrontés à la répression, dans les entreprises, parmi les militantEs syndicalistes, les salariéEs, les militantEs écologistes, les migrants, les jeunes des quartiers, etc.

### Gilets jaunes, avocatEs, street medics...

Les Assises n'ont pas été faciles à organiser car l'AC, structure informelle, inhabituelle, heurte syndicats et associations. Nous avons finalement obtenu les signatures de partis politiques de la gauche radicale, de certaines associations et de deux syndicats, Solidaires et l'UD CGT. C'était important, même si on peut regretter que beaucoup se soient contentés de signer sans vraiment mobiliser. L'AC voulait que cette réunion ait lieu dans un espace public. Mais ni la préfecture ni la mairie ne voyaient d'un bon œil un rassemblement avec des Gilets jaunes dans Rouen...

La réunion a tout de même eu lieu et a été une réussite : 250 personnes. Des témoignages de victimes de violences, dont une majorité de femmes ; des interventions d'avocatEs engagéEs au côté des Gilets jaunes ; les street medics, elles et eux aussi en butte aux violences des flics quand ils viennent secourir les manifestantEs blessés ; une journaliste a témoigné des atteintes à la liberté de la presse, montrant qu'il ne faut pas mettre touTEs les journalistes dans le même panier. Des représentantEs de Solidaires et de l'UD CGT ont apporté leur soutien. Deux Gilets jaunes actifs au rond-point des Vaches ont pris la parole : l'un pour dénoncer l'État policier et appeler à la convergence ; l'autre pour raconter comment, le jour même, un Gilet jaune avait été attaqué à coups de taser et interpellé car il n'avait pas ses papiers lors d'un contrôle d'identité !

La soirée s'est terminée, après une pause sandwich-boissons, par une assemblée-débat, avec 120 personnes. Tout s'est passé dans le calme. Il est vrai qu'on n'a pas vu les forces de l'ordre durant le meeting. Quelques voitures avec policiers en civil (la BAC) ont tourné à la fin, provocateurs, autour de la place, mais ils n'ont pas approché. Une fois la réunion terminée, on a pu sans encombre aller au commissariat pas loin, prendre des nouvelles du copain arrêté le matin.

Correspondante

## FORD BLANQUEFORT Ni illusions, ni faux-espoirs, la lutte tout simplement

À cause des impératifs d'impression, cet article a été écrit avant de connaître la décision des juges du TGI de Bordeaux. C'est le mardi 2 juillet, vers 14h que doit nous être remis le jugement. Pour rappel, nous avons saisi la justice pour faire reconnaître l'absence de cause économique qui justifierait la fermeture de l'usine de Blanquefort et les licenciements.

Si pas de « cause économique » alors pas de licenciements possibles car ceux-ci seraient sans cause « réelle et sérieuse » et deviendraient donc illégaux. Ford se verrait alors interdit de nous licencier. Cela paraît simple, trop simple ? Juste une illusion dans une justice au service des riches et puissants, certainement pas du côté des travailleurEs ? C'est ce que semble penser ou croire pas mal de gens qui parlent de l'usine au passé. On verra bien et vite.

En tout cas du point de vue du droit (encore) existant, il

pourrait et même il devrait en être ainsi. C'est d'ailleurs ce qu'ont obtenu ces dernières années syndicats et salariéEs d'entreprises comme Continental ou Molex. La différence étant peut-être que ces décisions de justice ont été prises après les licenciements. Ce qui n'imposait pas au patron condamné de réintégrer les licenciés. Cela se terminait donc au mieux par des indemnités supplémentaires. La particularité de notre situation, celle d'un jugement qui tombe avant nos licenciements, peut compliquer « politiquement » la chose.

Car les enjeux ne sont plus tout à fait les mêmes. Si les juges condamnent Ford, c'est la fermeture de l'usine qui est bloquée. Ce qui met une claue à la multinationale et du même coup à la posture d'impuissance de l'État qui a lâché l'affaire depuis plusieurs mois, refusant même d'appuyer notre action en justice. Et ce qui ferait jurisprudence pour d'autres salariéEs en lutte comme à GE ou Whirlpool.

Donc oui nous espérons, les soutiens autour de nous espèrent, peut-être est-ce dingue mais on s'accroche.

Philippe Poutou

### Dernière minute :

la décision est tombée et, comme on le craignait, le TGI s'est déclaré « incompétent ». Une manière commode de ne pas donner tort à Ford, tout en n'ayant pas à assumer le choix (idéologique) de lui donner raison. « Incompétent » ? Mais qui peut juger, alors, du droit des multinationales à se débarrasser de leurs salariéEs quand elles le veulent ? Hors de question pour nous de lâcher l'affaire : nous ferons appel de la décision, afin d'obtenir une réponse en septembre.

PP

## RETRAITES

# La double peine

Loin d'être une bonne nouvelle, l'annonce d'un report probable à 2020 de la réforme des retraites ouvre la porte à un nouveau « coup tordu » de l'exécutif. Celui-ci s'apprête à faire précéder, discrètement, la réforme « systémique » annoncée par le candidat Macron par une nouvelle réforme dite « paramétrique » allongeant une nouvelle fois la durée de cotisation nécessaire pour bénéficier d'une retraite complète. Les générations qui vont cesser leur activité salariée dans les prochaines années sont directement visées. Avec Macron, c'est « en même temps » réforme « paramétrique » et « réforme systémique » : la double peine !

C'était l'une des principales promesses de campagne du candidat Macron, renouvelée régulièrement depuis le début de son mandat. Avec lui, fini les réformes à répétition : « Je refuse ce que j'appelle les réformes paramétriques, les approches comptables qui rognent des droits sans offrir de nouvelles perspectives » proclamait-il encore en janvier 2018 devant la Cour des comptes.

### Système par points

Sa réforme serait « systémique », définitive et universelle. Nivelant par le bas les différents régimes, elle instaurerait un système dit « par points » où le niveau des pensions ne serait plus garanti à l'avance mais constituerait une « variable d'ajustement ». Une méthode expérimentée en Suède ou en Italie avec des résultats catastrophiques pour les retraités.

Pour rendre socialement acceptable ce « big bang » et éviter des mouvements comme ceux de 1995, 2003 ou 2010, le projet de l'exécutif était d'étaler dans le temps la réforme, en garantissant aux générations les plus proches de la retraite qu'elles ne seraient pas concernées. La réforme pourrait ainsi être « négociée » avec au moins une partie du mouvement syndical (CFDT). Telle fut la mission confiée à Jean-Paul Delevoye, nommé « haut commissaire à la réforme des retraites », qui doit dévoiler ses propositions au cours du mois de juillet.

### Trouver du « cash »

Mais le mouvement des Gilets jaunes est passé par là, et la « reprise » économique n'est



pas au rendez-vous. Pour le gouvernement, il faut trouver des ressources immédiates pour financer les dix milliards d'annonces de Macron sans, bien sûr, s'en prendre au capital. Aussi, depuis quelque temps, plusieurs voix (Philippe, Darmain, Buzyn...) font entendre une nouvelle « petite musique » au sein de l'exécutif. Sans attendre les premiers effets de la réforme « systémique » (prévu à partir de 2025), il faudrait immédiatement trouver du « cash » pour boucler les budgets des années à venir et, pour cela, contraindre les générations qui doivent partir en retraite à prolonger leur activité, sous peine d'une réduction de leurs pensions. Delevoye lui-même a confirmé cette hypothèse le 26 juin à l'occasion d'un colloque de l'Institut des politiques publiques : « Ilya a débat là-dessus, ça fait partie des arbitrages », a-t-il déclaré.

### Allonger la durée de cotisation

L'une des hypothèses du gouvernement serait de faire passer la réforme Hollande-Touraine (2014) à la vitesse supérieure. Au lieu d'un trimestre supplémentaire tous les 3 ans, l'augmentation de la durée de cotisation pour obtenir une retraite complète pourrait être d'un trimestre de plus par an !

Avec la réforme Hollande-Touraine, la première génération à devoir travailler 43 ans (172 trimestres) pour bénéficier d'une retraite complète serait celle de 1973. Avec le projet annoncé la première génération concernée serait celle de 1963. Autre piste, évoquée : l'âge « légal » de la retraite resterait fixé à 62 ans, mais le ou la salariéE qui cesserait son activité entre 62 ans et 64 ans (âge dit d'équilibre) serait frappé d'une « décote » dissuasive, réduisant sa pension. Macron lui-même a évoqué cette piste.

C'est donc bien, contre tous ses engagements précédents, une nouvelle réforme « paramétrique » que l'exécutif envisage de faire voter, sans bruit, à la rentrée, dans le cadre de la traditionnelle « loi de financement de la Sécurité sociale ». Il pourrait dès lors laisser passer

les élections municipales, avant de faire voter sa grande « réforme systémique ».

### Un « coup de poker » à hauts risques

Ce projet suscite de fortes réserves, y compris dans la majorité actuelle, qui en perçoit les dangers. C'est en effet un « coup de poker » à hauts risques.

Après les retraités, une partie des salariéEs va se sentir flouée par des promesses non tenues. Le soupçon sur les buts réellement poursuivis par le pouvoir pourrait entraîner un rejet global de la réforme et une forte mobilisation sociale.

L'exécutif risque aussi de perdre dans cette opération les alliés possibles, à commencer par la direction de la CFDT qui, par la voix de Laurent Berger, a déjà fait savoir qu'un nouvel allongement de la durée de cotisation était une « ligne rouge » à ne pas franchir. Tout dépend désormais de la capacité à développer et construire dès maintenant un mouvement unitaire réunissant syndicats, associations, partis, Gilets jaunes, fédérés en collectifs pour expliquer les enjeux et engager la mobilisation dès la rentrée. Il faut s'y mettre dès maintenant.

Jean-Claude Delavigne

## POSTE 92

# Victoire pour les grévistes

Lundi 1<sup>er</sup> juillet, le protocole de fin de conflit entre les grévistes du 92 et la direction de La Poste a enfin été signé. Ce protocole est le fruit de la très longue et très dure bagarre menée par les 150 postiers et postières des Hauts-de-Seine depuis le 26 mars 2018, soit 15 mois de grève !

Le 11 juin, la direction parlait de « protocole caduc », et prétendait imposer un ultimatum pour obliger les grévistes à reprendre le travail. Mais les grévistes, épaulés par leurs soutiens, ont tenu bon et ont réussi à faire plier la boîte. Il y aura un avant et un après cette grève. Par leur détermination, leur ténacité, leur refus de baisser la tête, les postierEs du 92 ont montré qu'il était possible de faire reculer la boîte, de refuser les réorganisations, les

flôts, les méridiennes, et tout ce qui pourrait les conditions de travail des facteurEs et, plus largement, des travailleurEs.

### Des acquis importants

Grâce à leur grève, ils et elles ont mis sur le devant de la scène le scandale des normes et cadences à La Poste. Depuis des années, la direction de La Poste parle d'une baisse d'activité pour justifier ses réorganisations. En réalité, si le nombre

## STRASBOURG

# Procès des militants anti-GCO

Les 24 et 26 juin, le tribunal de grande instance de Strasbourg a examiné 2 affaires relatives aux actions menées contre le Grand contournement ouest de Strasbourg (GCO, voir nos précédents articles sur le sujet). Les militants NPA actifs dans l'opposition à ce projet étaient présents aux audiences.

Dans la première affaire, il était reproché à un journaliste indépendant d'avoir filmé et retransmis en direct sur Facebook trois actions de blocage du chantier par des militantEs anti-GCO au cours desquelles la maréchaussée aurait été victime de propos injurieux que nous ne reproduisons pas pour que *L'Anticapitaliste* ne soit pas à son tour inquiété! Le débat juridique a fait référence à la loi sur la presse de 1881, à la jurisprudence qui en découle et qui encadre strictement par exemple le dépôt de plainte. Celui-ci doit être fait par le ministre de l'Intérieur, or c'est la gendarmerie de Strasbourg qui avait saisi la justice. Autre élément invoqué par la défense: indépendamment de l'analyse sémantique des mots reprochés, comment peut-on couper, dans un reportage en direct, des propos tenus par des manifestantEs? Pourquoi le journaliste a-t-il dû attendre d'être convoqué un mois après les faits pour retirer les films incriminés? Le jugement sera rendu le 20 août.

**Décrocheurs relaxés**

Dans la seconde affaire, il était reproché à 3 militantEs anti-GCO un vol en réunion et, pour l'un d'entre eux, un refus de prélèvement ADN. L'objet du délit: avoir décroché, le 5 mars, le portrait de Macron, avec une quarantaine de militantEs, dans la mairie de Kolbsheim, haut lieu de la lutte où est implantée la ZAD, avec l'accord du maire connu pour son opposition au projet. Le portrait a été promené jusqu'au chantier avant de retrouver sa place sans avoir été dégradé. Les prévenus ont agi en tant que lanceurs d'alerte climatique et par désobéissance civile, dans le cadre de la charte de l'environnement de 2004 qui fixe comme principe le droit de chacun de vivre dans un environnement sain. Décrocher Macron, c'était montrer que malgré ses discours en tant que sauveur de la planète, il laisse des multinationales réaliser des projets inutiles écologiques qui ne tiennent pas compte de l'avis de la population.

Le tribunal a rendu sa décision immédiatement: relaxe pour les 3 décrocheurs; celui qui a refusé le prélèvement d'ADN a été reconnu coupable mais dispensé de peine. Si cette relaxe a été chaleureusement applaudie par les nombreux militantEs présents, elle ne doit pas occulter le fait qu'elle est intervenue parce qu'il y avait accord du maire. À défaut



NPA

d'accord, une condamnation aurait certainement été prononcée si l'on se réfère à celle rendue à l'encontre de décrocheurs par le tribunal de Bourg-en-Bresse il y a quelques jours. Ces affaires confirment la criminalisation des actions militantes non violentes: par

exemple, pour les décrochages de portraits, outre le prélèvement ADN, ordre est donné aux autorités locales de saisir la justice dès qu'un portrait est subtilisé, avec saisine du bureau de lutte antiterroriste.

**Correspondant**

## MARTEL (46)

## Les facteurEs en grève

Depuis près de 2 semaines l'ensemble des facteurs et factrices de Martel (46) est en grève. La raison est simple: suppression de postes et réorganisation.

Le nombre de facteurs étant moindre, certaines tournées atteignent désormais les 100 kilomètres. De plus, les changements constants n'arrangent rien. Du coup la colère est montée et, depuis 2 semaines, c'est l'arrêt du travail et la tenue d'un piquet de grève devant la poste, chaque matin, quelle que soit la chaleur. C'est dire le niveau de la mobilisation.

**Pétition de soutien**

Un gros mouvement de soutien et de discussion avec la population et les touristes existe, avec entre autres la signature de la pétition relayée par les commerçants. Jeudi 29, malgré la chaleur (40 degrés), un rassemblement a réuni environ 60 personnes, où les



DR

syndicats ont fait part de la situation et ont lu l'appel national de soutien aux militantEs victimes de la répression. À ce jour, les négociations sont au point mort devant l'arrogance des cadres de La Poste qui n'hésitent à dire que si la situation est telle, c'est que les facteurs et factrices ne

savent pas s'organiser et qu'il faudrait même continuer à supprimer des postes! À Tulle en Corrèze, non loin de Martel il y a aussi un mouvement de colère, ce qui fait dire à certains postiers qu'il faudrait se coordonner et ne pas rester chacun dans son coin.

**Correspondant**

de cartes postales baisse, le nombre de recommandés, de petits paquets, des encombrants explose. La Poste cherche en fait à voler du temps de travail aux facteurEs. La grève a permis de porter ces questions et d'en faire désormais un débat public, avec notamment un dossier paru dans *Libération*. Alors que les grèves se multiplient sur tout le territoire dans le secteur postal, cette question pourrait devenir un axe permettant d'unifier et de regrouper les différentes bagarres.

La deuxième grosse victoire obtenue par cette grève, c'est le droit pour les travailleurEs de choisir leurs représentantEs, sans que les patrons aient leur nez à y mettre. Alors que La Poste avait licencié Gaël le 26 mars 2018, les postiersE ont bagarré pour qu'il puisse continuer à intervenir et militer sur les centres. Et sur cette question, la justice a reconnu le droit pour Gaël,



NNO/MAN

malgré son licenciement, d'intervenir sur les centres et de participer aux instances et aux négociations. C'est ainsi qu'il a pu participer à la signature du protocole de fin de conflit, une première.

Enfin, la grève a obtenu que sur les établissements où le taux de grève était le plus élevé (Asnières, Levallois, Boulogne), les réorganisations soient reportées à 2020 voire 2021. Certains établissements

comme Asnières n'ont pas été réorganisés depuis 2010. Et, chose très importante, sur tous ces établissements, les prochaines réorganisations se feront sans îlot ni méridienne. Alors que sur le reste du territoire, les témoignages abondent de la mise en place catastrophique des îlots et de la méridienne, ce report est très important car il montre que c'est encore possible d'empêcher leur mise en place.

**Le rôle de la solidarité**

La solidarité a été essentielle pour que les grévistes gagnent ce long combat. Le comité de soutien a permis de mener des actions en direction des lieux de pouvoir de La Poste, et a aidé au long travail de mobilisation pour la solidarité financière. Cette solidarité s'est exprimée également à travers les multiples prises de position d'organisations syndicales, politiques,

à commencer par le NPA, de personnalités comme Olivier Besancenot ou Éric Coquerel...

Cette solidarité doit continuer à s'exprimer, car, si les grévistes ont gagné leur combat, l'État cherche toujours à réprimer les militantes et militants. Le 3 juillet, Gaël était convoqué au tribunal correctionnel pour des faits relatifs à la grève...

Il faut poursuivre la solidarité financière avec les grévistes qui, même s'ils et elles reprennent le travail, sont toujours en butte à des difficultés financières dues à 15 mois sans salaire.

**Correspondant**

— **Par chèque:** à l'ordre de Sud Poste 92, mention «solidarité grévistes», à envoyer à Sud Poste 92, 51 rue Jean-Bonal, 92250 La Garenne-Colombes  
— **En ligne:** <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfl66>  
— **Par virement bancaire:** sur le compte Sud Poste Hauts-de-Seine: IBAN FR76 4255 9100 0008 0033 2571 214

## SNCF

## Toilettes en grève!

Dimanche 30 juin, le moral est au beau fixe pour le 7<sup>e</sup> jour de grève des salariées des toilettes des gares parisiennes.

Une sombre histoire patronale de sous-traitance en cascade, mais une belle histoire de solidarité ouvrière au féminin, commencée il y a 4 ans.

En 2015, 2theloo remporte le marché des toilettes en gares, sous-traité par la SNCF, et s'apprête à licencier une quarantaine de salariées dont certaines travaillent depuis plus de quinze ans sur le même site.

La grève éclate, soutenue par les militantEs de la CGT Paris et des cheminotEs. Elle tient 9 jours, au bout desquels 2theloo se rend à l'évidence: il doit reprendre toutes les salariées avec leur ancienneté. Les patrons passent, mais pas le contrat de travail.

Rancune patronale, les 40 grévistes victorieuses sont embauchées non pas par 2theloo mais par une filiale spécialement créée pour l'occasion. Le sous-traitant 2theloo, qui se présente maintenant comme une entreprise de commerce (de traite, peut-être, mais de commerce?) sous-traite donc son activité «propreté». Le ménage, un détail dans la gestion des toilettes publiques!

**Des liens qui se créent**

En mai 2016, ce «marché» est remporté par Derichebourg, un grand groupe qui multiplie les petites magouilles. La mission des nouveaux patrons, rémunérés par 2theloo: se débarrasser de ces anciennes grévistes solidaires et combatives.

Trois ans plus tard, elles sont encore 25, toujours attachées à leur travail dans les gares parisiennes. 2theloo les provoque en leur proposant de les «reprendre» en CDD, avec un planning de travail sur 6 jours au lieu de 4, et moins de congés. Mais avec leurs piquets de grève en gare du Nord, gare de Lyon et gare d'Austerlitz, elles sont bien décidées à faire plier 2theloo, Derichebourg et le véritable responsable qui tente de se faire oublier: la SNCF!

Les discussions vont bon train sur le piquet. Les salariéEs de City One pour les services en gare, de Laser pour le nettoyage ou de Lancry pour la sécurité passent régulièrement: touTEs ont vécu les mêmes luttes, souvent victorieuses. Les patrons valsent, et ils voudraient que ce soient les salariéEs qui trinquent. Mais les liens qui sont en train de se créer dans les gares pourraient être plus solides qu'un contrat de sous-traitance.

En période de filialisation et d'ouverture à la concurrence de l'ensemble des activités ferroviaires, ce genre d'expérience commune à des travailleurEs de différentes boîtes mais regroupés sur un même site est déterminante pour maintenir et réinventer une solidarité «cheminote» qui doit largement dépasser les seulEs salariéEs SNCF.

**Correspondant**

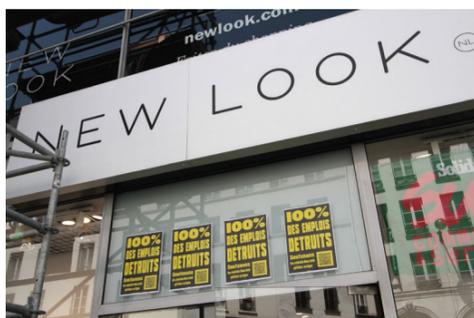


Gare d'Austerlitz, NPA

## Les comités en action!



**En images Philippe Poutou en soutien aux salariéEs de New Look.** Le 28 juin, notre camarade Philippe Poutou, de passage à Paris avec une délégation de la CGT Ford, a rendu visite aux salariéEs de New Look, qui occupent le magasin de la rue du Faubourg-Saint-Antoine à Paris, afin de les assurer d'un plein soutien. Ils et elles protestent contre la décision de la direction (britannique) de New Look de fermer 21 de ses 29 magasins français d'ici 2021. Photos: Photothèque Rouge /JMB.



## 11<sup>e</sup> université d'été du NPA

### 11<sup>e</sup> UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA

Du dimanche 25 au mercredi 28 août



Accueil à partir du samedi 24 août après-midi, départ le jeudi 29 août après le petit-déjeuner

Dans le village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan.

#### «Grèves, blocages, Macron dégage!»

Certes, il n'avait pas fallu bien longtemps pour que le pouvoir macroniste révèle sa véritable nature. Le « ni de gauche ni de droite » avait bien vite disparu, laissant la place à une politique antisociale et autoritaire au service des plus riches. Mais il a fallu attendre l'irruption du mouvement des Gilets jaunes en novembre dernier pour voir apparaître sur les ronds-points, dans les rues, une opposition populaire et radicale aux « premiers de cordée ». Cette opposition a mis en lumière l'ampleur de la crise sociale qui touche en premier les catégories populaires, mais aussi l'existence de colères profondes contre ces injustices sociales... ainsi que la morgue et la répression – inédites – dont peut faire preuve un pouvoir aux abois. Dans ce contexte, d'autres mobilisations se sont fait jour, pour défendre les services publics dans la santé et l'éducation, pour la justice climatique, contre les violences faites aux femmes et pour l'égalité des droits... Pour autant, rien n'est réglé. Notre camp social ne remporte pas de victoires, et l'extrême droite, nationaliste et raciste, entend prospérer sur la base des reculs sociaux et de la démoralisation. Il y a urgence à reconstruire une alternative, une représentation politique pour les exploités, à porter un projet d'émancipation, révolutionnaire.

Avec ce retour au premier plan de la question sociale et avec des perspectives politiques à tracer de façon urgente, cette onzième édition de l'université d'été du NPA arrive donc à point nommé fin août pour aussi préparer une rentrée encore chaude des braises de la colère de ces derniers mois.

Meeting de rentrée du NPA, rencontres internationales, invitéEs venus d'horizons divers, éclairages historiques et anniversaires, formations et débats d'actualité... Notre université d'été reste

un lieu d'échanges pour les sympathisantEs et militantEs du NPA, mais aussi un espace de rencontres avec des militantEs du mouvement social ou d'autres courants politiques de la gauche radicale (d'ici et d'ailleurs...), ainsi qu'avec des intellectuelEs et des spécialistes. Le tout bien évidemment dans une ambiance conviviale et ensoleillée, sous la tonnelle, au bord de la piscine ou à la plage...

#### Mode d'emploi

Tous les jours, le matin de 9 h à 12 h et l'après-midi de 14 h à 17 h, plusieurs cycles et ateliers se déroulent simultanément. Faites votre choix ! Le créneau 17 h – 19 h est plus léger pour permettre les balades, les derniers bains de mer de l'été ou discuter tranquillement sur la terrasse... Dans la soirée, on se détend : projections, concert, bar, et même quelques rencontres supplémentaires autour de nos invitéEs.

Nous sommes en pension complète, c'est-à-dire logéEs en bungalow et nourriEs en restauration collective. Les enfants sont pris en charge en journée par des animateurs et animatrices, ce qui permet aussi d'en faire un vrai moment de vacances pour soi et sa famille.

#### Y aller?

**EN VOITURE :** Autoroute A9, sortie Leucate, puis voie express littorale OU RN9, échangeur D 627, puis voie express.

**EN TRAIN :** Gare de Leucate la Franqui. Navettes de bus municipaux (ligne 15) entre la gare et le village club Rives-des-Corbières

Pour plus de précisions, consultez la rubrique sur le site du NPA : [npa2009.org](http://npa2009.org) ou écrivez-nous : [universite.ete@npa2009.org](mailto:universite.ete@npa2009.org)

#### Tarifs par personne

Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800€	124€
entre 800€ et 1000€	144€
entre 1000€ et 1220€	168€
entre 1220€ et 1320€	200€
entre 1320€ et 1420€	224€
entre 1420€ et 1720€	264€
entre 1720€ et 2020€	300€
entre 2020€ et 2520€	320€
entre 2520€ et 3000€	356€
entre 3000€ et 3500€	396€
entre 3500€ et 4000€	448€
supérieur à 4000€	504€
Enfants	Tarifs
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112€
plus de 11 ans	124€

Ces tarifs comprennent la pension complète durant l'ensemble du séjour, c'est-à-dire le logement et les repas à partir du dîner du samedi 24 août jusqu'au petit-déjeuner du jeudi 29 août inclus.

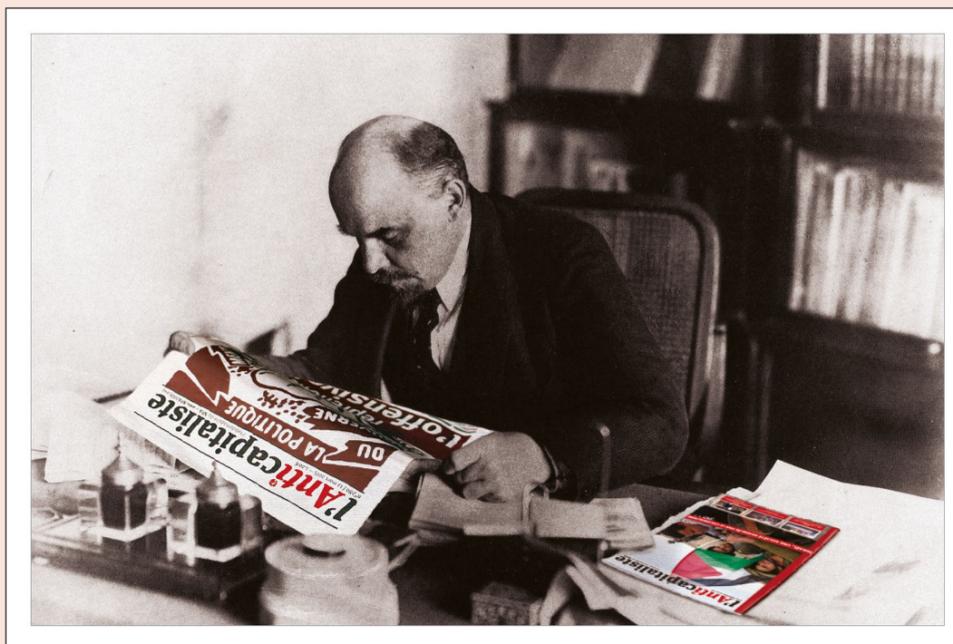
#### Modalités de paiement

Le paiement des arrhes (la moitié de la somme due) est obligatoire pour valider l'inscription.

- Carte bancaire (à l'adresse : [www.npa2009.org/UE2019](http://www.npa2009.org/UE2019))
- Chèques (à l'ordre de « NPA Souscription »)
- Chèques-vacances (à l'ordre de « Rives des Corbières »)
- Bons CAF et aides diverses (nous consulter avant l'inscription)

Date limite des inscriptions : dimanche 18 août 2019

INSCRIPTION EN LIGNE : [WWW.NPA2009.ORG/UE2019](http://WWW.NPA2009.ORG/UE2019)



Soutenez la presse anticapitaliste,

**ABONNEZ-VOUS!**

Rendez-vous en page 12

Cinéma

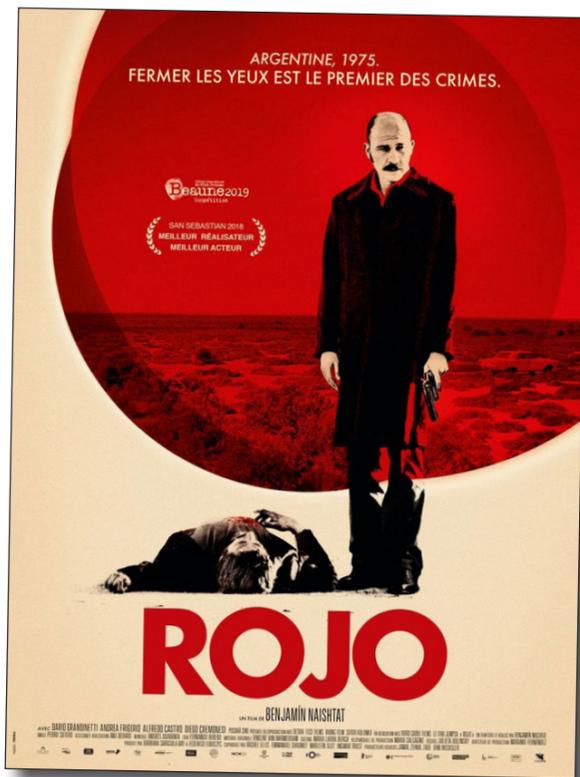
# Rojo, de Benjamín Naishtat

Film argentin, 1h49min, sortie le 3 juillet 2019.

« **R**ojo », rouge. En fait de « rouge », on n'en voit aucun ou presque dans le film : l'un meurt avant qu'on apprenne qu'il en est un, une famille a « disparu » et il n'en reste que des livres, une autre (pas vraiment rouge mais il vaut mieux prendre les devants face à ce qui pourrait arriver) a préféré partir à l'étranger. En fait, les personnages essentiels sont des notables de province argentins qui vivent tranquillement, s'accommodent, voire cherchent à profiter d'une situation de tension. Avec comme personnage principal un avocat connu, arrogant et sûr de lui.

**Avant la prise du pouvoir des militaires**

Le film se déroule peu avant le coup d'État militaire de mars 1976. Au tout début, on voit une maison où entrent et sortent des personnes, les mains vides ou chargées d'objets. Ce n'est que plus tard que viendra l'explication. Suit, dans un restaurant, une autre scène

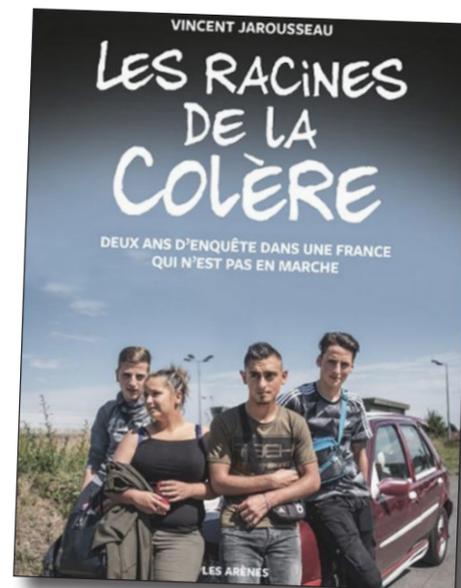


déroutante qui débouchera sur la violence. Au milieu des notables arrivera, plus tard, une espèce de Columbo en imperméable ; il élucidera le crime qui sert de fil rouge à l'intrigue, mais un ultime rebondissement montrera que ses préoccupations sont d'un autre ordre que l'enquête. Benjamin Naishtat, dont les parents ont dû s'exiler en France, explique avoir voulu rappeler que la répression contre les « Rouges » a commencé avant la prise du pouvoir des militaires. Et également que la marche vers le coup d'État avait une base sociale et idéologique dans ces éléments de la bourgeoisie argentine, toujours prêts à exalter la « patrie » et l'amitié avec les États-Unis. La partition musicale reprend à plusieurs reprises *la Danse des Sauvages* de l'opéra-ballet de Rameau *les Indes galantes* qui illustre, selon le réalisateur, la vision qu'ont ces Argentins « blancs » (ou prétendus tels) de la colonisation espagnole. Ce film est parfois déroutant et semble à diverses reprises dériver par rapport à l'intrigue principale. Mais, au total, il fournit une analyse assez fine (et servie par d'excellents acteurEs) de l'Argentine « profonde » de ces années 1970. **Henri Wilno**

Essai

# Les Racines de la colère, de Vincent Jarousseau

Éditions les Arènes, 160 pages, 22 euros.



Le 26 mai, lors des élections européennes, le Rassemblement national (RN) a réalisé l'énorme score de 44,3% des voix dans la commune de Denain, située dans le département du Nord. De quoi transformer cette ville classée parmi les plus pauvres de France en une cible électorale de choix pour le RN en vue des élections municipales de mars 2020, ce qui rajouterait une calamité supplémentaire à une ville déjà sinistrée par le chômage depuis la fermeture d'Usinor en 1985. Ceci d'autant plus que Denain, territoire perdu de la gauche (pour tant longtemps hégémonique ici), est situé dans la circonscription du député RN Sébastien Chenu (la 19<sup>e</sup> du Nord) et fait partie des communes où Marine Le Pen a été majoritaire au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017 (avec 57,5%).

**De la désespérance en milieu populaire**

Déjà auteur en 2017, avec Valérie Igounet, de *l'Illusion nationale*, roman-photo consacré aux villes gérées par le FN, Vincent Jarousseau s'est installé pendant deux ans à Denain et y a réalisé plusieurs portraits d'habitants, donnant la parole aux sans-parole, à la France de la pauvreté généralisée et des CDD, qui est aussi celle des électeurs populaires du RN. L'enquête-photo de Vincent Jarousseau nous raconte des vies de souffrance, entravées par la précarité, par les tracasseries administratives ou encore par l'absence de permis de conduire ; une population largement abandonnée par les pouvoirs publics. Qui s'intéresse à Denain parmi nos « premiers de cordée » macronistes ? Cette France des Invisibles photographiée ici est aussi celle des Gilets jaunes dont l'ouvrage de Jarousseau raconte les premières semaines au rond-point de Somain. On reforme ce reportage-photo en se demandant qui donnera une voix à ces colères, qui leur proposera un futur autre que l'impasse Le Pen : de la désespérance en milieu populaire... Sur le même sujet, on complètera avantageusement cette lecture avec l'indispensable *Retour à Reims* de Didier Éribon (Flammarion) ainsi que l'excellent prix Goncourt 2018 *Leurs enfants après eux* de Nicolas Mathieu (Actes Sud). **Correspondant**

Festivals

# 26<sup>e</sup> Cognac Blues Passions

Du 4 au 8 juillet 2019.

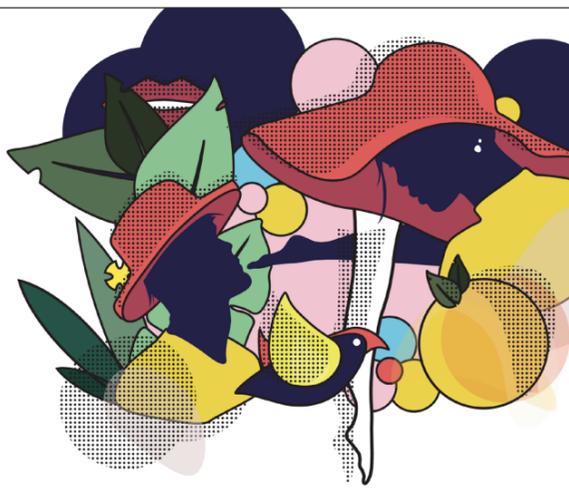
La saison des festivals est lancée. Celui de Cognac, en Charente, ouvrira le bal du blues le 4 juillet. Cognac Blues Passions va faire résonner de sonorités blues, jazz, soul, folk et pop, les rues de la ville, les vieux chais des producteurs de Cognac, les places et les terrasses de bistrot. Après avoir fêté ses 25 ans l'an dernier, l'initiative compte bien maintenir sa place parmi les festivals à taille humaine préférés d'un public international et métissé, amateur de bonne musique et de breuvage charentais.

**Tarifs abordables**

Point de canicule insupportable pour le festival, qui s'approprie le très vaste et ombragé jardin public, ainsi que la fraîcheur des rives de la Charente et du vieux Cognac. Une bonne centaine de groupes se produit pendant le festival où des « pointures » font parfois le « bœuf » avec des amateurs. Les animations et concerts sont gratuits en journée et le soir, à l'exception des concerts donnés dans le cadre du jardin public. Grâce à un système de pass, les tarifs restent abordables au regard des prix pratiqués ailleurs. Les Crossborder Blues et les Esprits Manouches de Thomas Dutronc ouvriront le festival à Jarnac le jeudi 4 juillet. Rickie Lee Jones, J.S Ondra, Louis Bertignac, Garbage, Roger Hodgson (ex Supertramp), Kaz Hawkins, Bernard Lavilliers, Yarol, Isaya et Toto seront les principales têtes d'affiche au jardin public de Cognac jusqu'au lundi 8 juillet au soir. Avertissement : seule la musique est à consommer sans modération. **Sylvain Chardon**

FESTIVAL  
**COGNAC  
BLUES  
PASSIONS**

26<sup>ÈME</sup> ÉDITION  
**04.07 > 08.07**



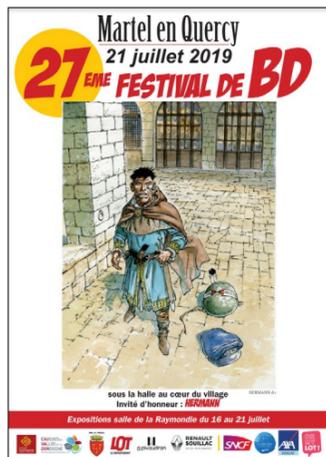
# Bande dessinée à Martel (Quercy)

Le 21 juillet 2019, place de la Halle, de 10h à 18h, entrée gratuite.

Si le festival BD d'Angoulême centralise la création mondiale du « neuvième art », il souffre aussi d'une sur-fréquentation qui peut éloigner les amateurs d'une BD à taille humaine. Le festival de Martel (Quercy)<sup>1</sup>, qui connaît, en 2019, sa 27<sup>e</sup> édition, ne prend pas le « melon » mais reçoit, en invité d'honneur, un des derniers papes de la BD encore en activité : Hermann (82 ans).

**Une ville d'art et d'histoire**

L'auteur des *Tours de Bois Maury* et autres *Comanche* ou *Jeremiah* sera donc l'hôte de Martel, la « ville aux 7 tours ». De nombreuses planches d'Hermann seront exposées au garage Renault de Souillac et



sublimées par un concert de jazz le 16 juillet à 18h 30.

À Martel même, de nombreux auteurs seront présents pour dédicacer leur œuvre tandis qu'une exposition de Francis Groux<sup>2</sup> « La BD avant la BD », en association avec la bibliothèque de Souillac-sur-Dordogne, réunira Jiho, Céline Wagner et Julien Maffre. Martel est une ville d'art et d'histoire. Une halte idéale pour aller visiter les vrais créateurs de l'art tout court et de la BD en particulier : les premierEs habitantEs des grottes et cavernes des vallées de Dordogne et Vézère, les Magdaléniens ! **SC**  
1 - Pour tout renseignement complémentaire, envoyer un email à : [bdmartel46@gmail.com](mailto:bdmartel46@gmail.com).  
2 - Francis Groux est l'un des trois co-fondateurs du festival d'Angoulême en 1974.

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie**

★ [la-breche.com](http://la-breche.com)  
27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43  
Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

